

# *Le Midi Rouge*

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon  
n° 34. Décembre 2019



Louise Michel\* (1830-1905) à Estagel (Pyrénées-Orientales), fin des années 1880  
Coll. René Landais\*, arch. Renée Olive, reproduction André Balent [DR]

**Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 : une relecture*, 2019**  
Un compte rendu d'André BALENT, à lire p. 35

Prix de vente : 3 €



# Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

n° 34. Décembre 2019

*Directeur de publication :*  
Nicolas MARTY

*Rédacteur en chef :*  
Patrick VAZEILLES

*Secrétaire de rédaction :*  
André BALENT

*Comité de lecture :*  
André BALENT

Jean-Yves BARBIER

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Jean MÉDAN

Patrick VAZEILLES

## Sommaire

PRÉSENTATION DU <i>Maitron</i> . . . . .	2
NOTES DE RECHERCHES . . . . .	4
Camille Morata : La commémoration des joueurs de rugby de l'association sportive perpignanaise, champions de France en 1914 . . . . .	4
Raymond Huard : Autour d'un centenaire : la dénomination de l'avenue Jean-Jaurès à Nîmes (Gard), septembre 1919 . . . . .	13
Pierre Chevalier : Escapade en Conflent (Pyrénées-Orientales) pour des Bretons en quête de Résistance (février 1941) . . . . .	17
André Balent et Jean-Claude Richard : Les maquis de l'Hérault, présentés dans un rapport des Renseignements généraux du 30 juin 1944 . . . . .	24
Note de présentation . . . . .	24
Transcription du rapport des Renseignements généraux, 30 juin 1944 . . . . .	26
LECTURES CHOISIES . . . . .	35
André Balent : Marc CÉSAR, Laure GODINEAU (dir.), <i>La Commune de 1871 : une relecture</i> , Grâne/Ivry, Créaphis éditions, 2019, 591 pages . . . . .	35
BIOGRAPHIES . . . . .	42
Jacques Girault : BOURDERON Roger [BOURDERON Henri, Roger] . . . . .	42

## PRÉSENTATION DU *Maitron*

---

L'historien Jean Maitron\*<sup>1</sup> a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de deux cent mille biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pannetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social* — DBMOMS) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet *Maitron* vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé le site internet du *Maitron* en ligne (<https://maitron.fr>/<https://maitron.fr/>). Par ailleurs, le *Maitron* a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'Association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans un<sup>e</sup> région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron* (volumes imprimés et site Internet). La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Autour du DBMOMS ont vu le jour (ou sont en cours) plusieurs dictionnaires spécialisés comme celui des cheminots ou celui des fusillés et exécutés de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que plusieurs dictionnaires internationaux.

### Le *Maitron* et le site du *Maitron*

Chaque volume du *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social* (DBMOMS) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 €. On y trouvera environ six cent cinquante notices.

Le site Internet du *Maitron*<sup>2</sup> est en libre accès depuis le 5 décembre 2018. Il permet de consulter environ cent soixante-dix mille notices.

Le *Maitron* (version imprimée ou numérique) est publié par les éditions de l'Atelier-éditions ouvrières (51-55, rue Hoche, 94200 Ivry-sur-Seine).

---

1. Comme toujours, dans *Le Midi Rouge*, un astérisque indique l'existence d'une notice biographique que l'on pourra consulter dans le *Maitron en ligne* ou dans les volumes édités.

2. Le *Maitron* en ligne : <https://maitron.fr/>.

## Le Maitron des fusillés

Au sein du *Maitron* en ligne, un site spécifique a été nouvellement créé : Les Fusillés, 1940-1944<sup>1</sup>. Il rassemble les notices des fusillés par condamnation (qui ont fait l'objet du *Dictionnaire des fusillés*, imprimé et publié par les éditions de l'Atelier en 2015). Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, il intègre les exécutés sommaires et les personnes abattues par les Allemands, les Italiens et les forces de Vichy. Il est aussi libre d'accès.

## Le site de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

On trouvera ce site à l'adresse suivante :  
<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr>.

### Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c/o Hélène CHAUBIN

32, rue Eugène-Jamot

34500 Béziers.

☎ 06 64 88 57 35

helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier et secrétaire de la rédaction :

André BALENT

29, rue du Vélodrome

66100 Perpignan ;

ou 2/3, rue de l'Aravó

66760 Latour-de-Carol

☎ 04 68 67 48 32 ou 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr

---

1. Le *Maitron* des fusillés : <https://fusilles-40-44.maitron.fr/>.

---

## NOTES DE RECHERCHES

---

### LA COMMÉMORATION DES JOUEURS DE RUGBY DE L'ASSOCIATION SPORTIVE PERPIGNANAISE, CHAMPIONS DE FRANCE EN 1914

#### Introduction

L'Union sportive Arlequins de Perpignan (USAP) est un club de rugby, septuple champion de France, dont le dernier titre remonte à 2009<sup>1</sup>. Club historique, il fut avant sa relégation en deuxième division (actuelle Pro D2), en 2014, présent pendant cent trois ans dans l'élite de ce sport en France.

L'USAP est née officiellement en 1933 de la fusion de deux clubs perpignnais, l'Union sportive perpignanaise et les Arlequins club perpignnais.

En ce qui concerne notre borne d'étude, à savoir la Première Guerre mondiale, il existait alors deux clubs à Perpignan, l'Association sportive perpignanaise (ASP) fondée en 1902 et le Stade olympique perpignnais (SOP). Suite à une brouille, certains dirigeants de la première entité s'écartent de celle-ci pour fonder la seconde en 1912. Ces deux clubs fusionnent en 1919 et créent l'Union sportive perpignanaise (USP).

#### Une équipe décimée

L'ASP remporte le championnat de France de rugby en 1914 suite à une victoire sur le Stadoceste tarbais sur le score de 8 à 7, le 3 mai 1914<sup>2</sup>. La finale se déroule au stade des Ponts-Jumeaux de Toulouse, seulement quatre-vingt-deux jours avant qu'éclate la Grande Guerre. Sur les trente acteurs de cette finale, neuf perdront la vie sur le front. Deux côté tarbais (Jean Pourtau et Jean-Marcellin Laſtegaray) et sept dans les rangs perpignnais, Raymond Schuller, Maurice Gravas, François Fournier, Joseph Lida et François Nauté en 1914, Aimé Giral et Joseph Couffe en 1915<sup>3</sup>. Quasiment la moitié de l'effectif catalan fut décimée par le conflit mondial; aucun club hexagonal n'a subi autant de pertes à l'échelle d'une équipe, tous sports confondus.

Cette hécatombe du côté de l'ASP est difficilement explicable. Si l'on prend en compte le corpus des onze rugbymen bénéficiant d'une nécrologie dans *Le Cri catalan*, beaucoup d'éléments divergent<sup>4</sup>. En effet, après étude des fiches militaires de ces défunts, apparaissent différentes classes de recrutement. De 1904 pour Jean Laffon à 1915 pour Aimé Giral, cinq régiments sont également représentés (53<sup>e</sup> régiment d'infanterie (RI), 44<sup>e</sup> RI, 80<sup>e</sup> RI, 84<sup>e</sup> régiment d'artillerie lourde et 2<sup>e</sup> régiment de marche d'Afrique) et des engagements létaux sur des fronts hétérogènes (Belgique, Marne, Somme et Dardanelles).

Nonobstant ces faits, plusieurs points explicatifs convergents émergent. Cinq de ces sportifs appartiennent au 53<sup>e</sup> RI qui tient garnison à Perpignan : il est donc majoritairement composé de ressortissants des Pyrénées-Orientales, complétés d'Audois et d'Ariègeois également. Il s'agit d'un régiment qui a

---

1. 1914, 1921, 1925, 1938, 1944, 1955 et 2009, suite à une victoire sur l'Association sportive montferrandaise Clermont-Auvergne, 22 à 13.

2. Le palmarès de l'USAP prend en compte les championnats de France remportés par les précédentes entités, à savoir celui de 1914 par l'ASP et ceux de 1920 et 1925 par l'USP.

3. On observe parfois Couffe écrit Couffé. Nous préférons la première version, celle qui est usitée sur la fiche matricule. NDLR : l'état civil de Perpignan mentionne la naissance de Joseph Couffe — sans accent final —, le 20 septembre 1894, fils de Michel Couffe, entrepreneur de transports âgé de quarante-deux ans, et de Marie Thouvenel, trente-et-un ans, le couple étant domicilié à Perpignan, route de Thuir. Source : Arch. dép. Pyr.-Orientales, 9NUM2E4532-4534 ; acte n° 641.

4. Les sept champions de France de 1914 ainsi que les anciens joueurs Édouard Puig, Louis Cancel, l'espoir Albert Marty ayant joué une partie de la saison victorieuse mais absent de la finale et le dirigeant Jean Laffon.



L'ÉQUIPE DE L'ASSOCIATION SPORTIVE PERPIGNANAISE

De g. à d. debouts: Gravas, Nantié, Joué, Lida, Lacarra, Cutzack, Schuller, Roques. Au milieu: Serres, Courrège, Barbe (cap.), Amilhat.

De g. à d. debouts: Gravas, Nantié, Joué, Lida, Lacarra, Cutzack, Schuller, Roques.

En bas: Couffé. Fournier. Gival.

Équipe de l'Association sportive perpignanaise (ASP). Finale du championnat de France 1914  
La Vie au Grand Air, 9 mai 1914, p. 413 (Wikimedia : <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=61879342>)

connu de lourdes pertes, supérieures à la moyenne des autres régiments. Ainsi lors de l'offensive du bois de la Voisogne, en Lorraine, les 22 et 23 septembre 1914 ( fatale à François Fournier), le régiment, pris au piège devant les positions allemandes protégées par des barbelés, subit la mort de quatre-vingt neuf soldats dont cinq officiers, quatre-vingt neuf disparus et trois cents blessés<sup>1</sup>.

En outre, la plupart des Aspéistes engagés occupent des grades de sous-officiers ou officiers subalternes (sergent pour Édouard Puig ; sous-lieutenant pour Joseph Lida ; Joseph Couffe, François Fournier et Albert Marty ; aspirant pour Aimé Giral ; caporal pour François Nauté). Or, cette catégorie, n'ayant pas l'autorité naturelle des hauts gradés, doit montrer l'exemple par le mérite et la bravoure pour gagner le respect des soldats, ce qui se traduit souvent par le sang versé. Ainsi, sur les trois cent quatre-vingt treize sous-officiers que compte l'armée de terre française durant la Grande Guerre, cent dix mille d'entre eux payent de leur vie leur engagement<sup>2</sup>.

Il sera alors intéressant d'observer comment l'Association sportive perpignanaise et, au-delà, le Roussillon ont commémoré la disparition des sept champions de France de 1914.

### Une spécificité roussillonnaise ?

Avant toute chose, il faut prendre en compte la spécificité des Pyrénées-Orientales, un des derniers territoires rattachés à la France lors du traité des Pyrénées en 1659, formant jusqu'à la Révolution française la province du Roussillon. La chaîne de montagne dudit traité sépare la partie nord de la Catalogne, sur le versant français, de la partie sud, en territoire espagnol.

Dans cette dernière partie, dès 1830, émerge un renouveau de la culture catalane avec une mise en avant de la langue dans la littérature. Ce mouvement, appelé la *Renaixença*, va s'affermir avec le déclin d'une Espagne venant de voir se briser son destin colonial face à la montée en puissance des États-Unis, avec la perte de Cuba et des Philippines. Il s'accompagne d'un projet politique comme l'énonce Francesc Cambó en 1916 aux Cortes espagnoles : « J'ai à vous dire que nous sommes un groupe d'hommes de gouvernement, que nous sommes nés pour gouverner, que, dans la sphère d'action où nous avons gouverné, nous avons fait preuve d'aptitudes à gouverner ; cependant, Messieurs les députés, nous sommes condamnés à être sans cesse des hommes d'opposition »<sup>3</sup>.

Cependant, dans la partie nord, ce mouvement est erratique voire soluble dans une France de la Troisième République aux forts penchants nationalistes, qui a la volonté de mettre à mal les langues régionales *via* l'école et ses Hussards de la République. En effet les idiomes vernaculaires comme le catalan résistent encore dans les années 1880, comme l'attestent les conseils de révision<sup>4</sup>. Cette lutte porte ces fruits, car au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'alphabétisation des Roussillonnais, comme leur entrée dans la consommation culturelle de masse, se fait en français<sup>5</sup>.

L'USAP est désormais un club de rugby à forte identité régionale, tissant des liens avec ses voisins de Catalogne du sud comme l'illustre récemment la tenue de plusieurs matchs à Barcelone (USAP-Rugby club toulonnais et USAP-Stade toulousain au stade olympique Lluís-Companys Montjuic en 2011 et 2014 pour la première affiche, et 2012 pour la seconde)<sup>6</sup>.

Nous observerons alors si les commémorations des joueurs de l'ASP tombés au front portent elles aussi un germe régionaliste, et plus largement si le club cultive comme son descendant une fibre « catalane ».

1. JMO du 7 août 1914 au 18 janvier 1916, p. 40, 26 N 644/ 5.

2. Chiffres cités dans l'article « Sous-officiers dans la Grande Guerre, un tournant héroïque » du ministère de la Défense, <https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/sous-officiers-dans-la-grande-guerre-un-tournant-heroiq>, consulté le 29 juin 2019.

3. Nicolas Marty, *Comprendre la crise catalane*, Morlaàs, Cairn Edition, 2019, p. 30.

4. Hyacinthe Carrera, « Approche(s) de la littérature roussillonnaise », *Perpignan pendant la Première Guerre mondiale*, Tours, éditions Sutton, 2018, p. 129.

5. Nicolas Berjoan, « La Grande Guerre de la littérature catalane », *Siècles* [En ligne], 39-40 | 2014, mis en ligne le 27 novembre 2015, consulté le 19 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2768>.

6. L'USAP se pare de toute une symbolique catalane, à travers sa devise « *Sempre endavant* » ou son hymne officiel « *El Cant de l'USAP* » ou officieux « *L'Estaca* » de Lluís Llach.

## Le travail sur les sources journalistiques

Dans ce dessein, nous appuierons notre travail sur l'étude du fond d'archives du *Cri catalan* de 1914 jusqu'en mars 1919, qui coïncide avec l'inauguration du monument aux morts des joueurs des deux clubs catalans de 1914, l'Association sportive perpignanaise (ASP) et le Stade olympique perpignanaise (SOP), tombés lors de la Première Guerre mondiale.

*Le Cri catalan* est un hebdomadaire fondé en 1907 à Perpignan par Albert Bausil, puis repris et « politisé » par Jean Payra et Victor Dalbiez, hommes politiques catalans d'idéologie socialiste et radicale (tous deux maires de Perpignan durant l'entre-deux guerres)<sup>1</sup>. À son démarrage, il se présente comme *Le Cri catalan, satirique, littéraire, théâtral, sportif et mondain*, laissant d'ailleurs une place importante au sport et surtout au rugby à XV. Albert Bausil, journaliste et écrivain, dirige le journal à partir de 1909 jusqu'à la fin de l'année 1916 (il quitte son poste pour fonder *Le Coq catalan*). À cette date, le journal change d'orientation pour se définir comme un « journal de défense républicaine et sociale », adoptant un tournant davantage politique et polémique et rognant la place laissée au sport. À partir de 1930, il est remplacé par *Le Cri socialiste*.

Le premier numéro du *Cri catalan* suivant l'entrée en guerre de la France est celui du 1<sup>er</sup> août. L'éditorial, rédigé par le directeur Albert Bausil, est empli de conviction, s'excusant de continuer à publier le « frivole petit journal », et de patriotisme, énonçant qu'il paraîtra « tant que [les] collaborateurs indispensables ne seront pas rappelés sous les drapeaux, tant que je ne serai pas appelé moi-même à remplir mes humbles fonctions dans les services auxiliaires »<sup>2</sup>. En ce sens, *Le Cri catalan* consolide la thèse d'une entrée en guerre résolue mais sans enthousiasme<sup>3</sup>. Le reste de l'édition est semblable à celle parue en temps de paix avec un poème vantant les mérites du Roussillon, *Ode à la Méditerranée*, les rubriques culturelles (programmation du théâtre de la nature d'Amélie-les-Bains) et sportives (résultats d'une compétition d'athlétisme et d'une réunion de boxe)<sup>4</sup>.

Pour autant, le numéro suivant change la donne totalement avec, dès la première page, un titre pour le moins évocateur : « Vive la France : c'est à ce cri que les Catalans partent vers la frontière pour défendre la grande Patrie dans un splendide élan d'enthousiasme et de foi ». Albert Bausil, le rédacteur de cet éditorial, n'évoque pas le terme de « guerre » mais de « croisade », et fait part du sentiment que la guerre sera victorieuse et brève, sentiment général mais surtout du côté des rugbymen perpignanaise, en relatant que « des Aspéistes goguenards se donnent rendez-vous "sous les tilleuls" à la "Berlinerstrasse", devant la chope nationale »<sup>5</sup>.

Il faut noter que, durant tout le conflit, le périodique roussillonnais prend des allures de journal de guerre : la page deux de chaque édition est consacrée à l'annonce des décès au front de personnalités. La première concernant un sportif énonce la perte d'un rugbyman du Racing Club de France (Xavier de Castelnau, fils du général de Castelnau). *Le Cri*, plein d'emphase, évoque la mort d'un « héros » et implore vainement que « Dieu fasse qu'il n'y ait pas d'autres rugbymen qui manquent lorsque nous nous comptons pour les matchs à venir »<sup>6</sup>.

Le premier des sept champions de France à perdre la vie sur les champs de bataille est Raymond Schuller, le 20 août 1914. Mort très précoce, puisqu'il s'agit du premier jour d'engagement du 53<sup>e</sup> régiment d'infanterie, accueilli par un déluge de plomb dans sa conquête du village de Rorbach<sup>7</sup>. Cependant la confirmation de son décès n'émerge que quatre mois plus tard ; ainsi il n'a pas « les honneurs » du *Cri catalan*. Suivent Maurice Gravas (20 août 1914), François Fournier (24 septembre

1. André Balent, « Jean Payra et les artisans du pacifisme nord-catalan (1916,1920) », in Michelle Pernelle (dir.), *Perpignan pendant la Première Guerre mondiale*, Tours, éditions Sutton, 2018, p. 96.

2. *Le Cri catalan*, 1<sup>er</sup> août 1914.

3. Jean-Jacques Becker, 1914, *Comment les Français sont entrés en guerre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977, 637 pages.

4. *Le Cri catalan*, 1<sup>er</sup> août 1914.

5. Les « Aspéistes », du nom du club de l'ASP. *Le Cri catalan*, 8 août 1914.

6. *Le Cri catalan*, le 5 septembre, 1914.

7. Renaud Martinez, « Perpignan, ville de garnison », in Michelle Pernelle (dir.), *Perpignan pendant la Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 13.

1914), Joseph Lida (1<sup>er</sup> novembre 1914), François Nauté (9 novembre 1914), Aimé Giral (22 juillet 1915), Joseph Couffe (30 septembre 1915)<sup>1</sup>. D'autres rugbymen perpignanais ont droit à une nécrologie. Les anciens joueurs Édouard Puig (2 novembre 1914) et Louis Cancel (15 juillet 1915), l'espoir du club Albert Marty (10 juillet 1915) et le vice-président du club Jean Laffon (21 juillet 1916) également.

*Le Cri catalan* met en place une stratégie sémio-discursive, afin que ses lecteurs puissent repérer directement la nécrologie. Elle se trouve en page deux du journal (soit la dernière) avec pour titre « Ceux qui tombent ». Il existe bien dans ce titre une euphémisation de la mort, voire un tabou comme l'a montré Philippe Ariès dans ses *Essais sur l'histoire de la mort en Occident, du Moyen Âge à nos jours*<sup>2</sup>. Cependant, à l'intérieur des brèves funéraires, les annonces se font de manière directe : « le demi de l'ASP est mort » pour annoncer le décès de François Fournier, « Albert Marty tué ! » dès la deuxième phrase pour la nécrologie de celui-ci<sup>3</sup>. « Giral est tué » : ainsi débute l'article annonçant la disparition du demi d'ouverture « Star » de l'équipe<sup>4</sup>.

Toutes les nécrologies sportives sont accompagnées d'une photographie (hormis celle de l'ancien joueur Louis Cancel). Cependant, celles-ci se différencient. Hormis l'officiel Jean Laffon et plus curieusement François Fournier, représentés en tenue civile avec un costume, les autres (Maurice Gravas, Joseph Lida, Édouard Puig, François Nauté et Albert Marty) portent le maillot de l'ASP. Quant à Aimé Giral et Joseph Couffe, c'est en uniforme qu'ils sont représentés. Dans les deux derniers cas, les sportifs sont commémorés à travers la geste qui a fait leur gloire, le rugby et la guerre.

### Construire un immortel

Les sportifs défunts sont rattachés à des figures historiques reconnues pour une action héroïque. François Fournier est comparé au maréchal de Turenne, la gloire militaire du Grand Siècle, et au chevalier Bayard, que la légende qualifiait « de sans peur et sans reproche », pour leur mort au combat<sup>5</sup>. Jean Bouin est assimilé à un chevalier et Joseph Couffe au soldat de la bataille de Marathon, Philippiens, mort après avoir couru jusqu'à Athènes pour annoncer la victoire<sup>6</sup>.

Ces références furent soigneusement sélectionnées, représentatives du don de soi pour la défense de la communauté. Elles se retrouvent fréquemment chez des auteurs nationalistes comme Jacques Péricard, ancien combattant de la Grande Guerre, à qui on doit le fameux « Debout les morts ! » lancé au Bois-Brûlé. Il proclame en 1930 « La France a vu surgir en 52 mois plus d'Assas, plus de Bayard, plus de la Tour-d'Auvergne qu'il n'y en eut en toute son histoire »<sup>7</sup>.

Ce sacrifice est illustré par de nombreuses références bibliques et l'utilisation de termes qui en découlent, comme « martyr » que l'on retrouve sous différentes acceptions (« martyrologe », « martyre ») dans les nécrologies de François Fournier et Jean Laffon. La dénomination « holocauste » est également utilisée pour annoncer la mort d'Aimé Giral. Elle désigne dans la *Bible (Lévitique 1.1-17)* le sacrifice originel que Dieu appelait Moïse à effectuer<sup>8</sup>. La victime est ensuite immolée ; cette même référence est usitée avec « L'immolation de François Nauté ». Nous pouvons voir dans ces acceptions la volonté de construire des figures d'exception, sacrées au sens littéral du terme, et la récurrence du thème du sacrifice, du martyr dans le vocabulaire des poilus et surtout de l'arrière. En attestent les nombreux

1. Site Mémoire des hommes, <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=24&titre=morts-pour-la-france-de-la-premiere-guerre-mondiale>, consulté le 28 juin 2019.

2. Philippe Ariès, *Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1975, 226 pages.

3. *Le Cri catalan* des 10 octobre 1914 et 24 juillet 1915.

4. *Le Cri catalan* du 31 juillet 1915.

5. *Le Cri catalan*, 10 octobre 1914.

6. *Le Cri catalan*, 30 octobre 1915.

7. Annette Becker, *La Guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 26.

8. « L'Éternel appela Moïse ; de la tente de la rencontre, il lui dit : Transmets ces instructions aux Israélites : Lorsque quelqu'un parmi vous fera une offrande à l'Éternel, il offrira du bétail, du gros ou du petit bétail.

Si son offrande est un holocauste de gros bétail, il offrira un mâle sans défaut ; il l'offrira à l'entrée de la tente de la rencontre, devant l'Éternel, pour obtenir sa faveur. Il posera sa main sur la tête de l'holocauste, qui sera accepté de l'Éternel pour lui servir d'expiation ».

vitraux ou monuments aux morts présents dans les lieux de culte, reprenant cette thématique. Le meilleur exemple restant *Le Sauveur* de Lucien Jonas, de Notre-Dame-du-Saint-Cordon à Valenciennes figurant un poilu crucifié à l'égal de Jésus-Christ<sup>1</sup>.

Cette volonté de mettre en avant l'immortalité des hommes s'observe à travers les dialogues retranscrits avec le défunt. Sous la forme d'interpellations : « Petit Fournier, il n'y a pas de croix pour les disparus mais il y a un ciel pour les héros, près des martyrs ». Ou bien, à destination du soldat Gravas : « Maurice, il ne faut pas de grandes phrases pour parler de toi... Je voudrais trouver dans mon chagrin des mots très simples, des mots assourdis pour te dire adieu, presque à voix basse »<sup>2</sup>. Albert Marty promet au journaliste avant son engagement, sous l'angle de la métaphore rugbyistique, de grandes offensives : « On va en mettre ! Vous verrez Jack, la belle partie qu'on fera ! »<sup>3</sup>. Quant à Aimé Giral, funeste prophète, il avalise son refus de participer à l'érection de la stèle hommage en ces termes prémonitoires : « Tu comprends bien que je ne peux rien envoyer à cette souscription qui doit m'élever un monument »<sup>4</sup>.

Ce déni de la mort se matérialise dans les nécrologies par une brièveté du récit du décès, parfois même son absence. Ainsi l'article de Maurice Gravas est vierge des actions, blessures, circonstances ayant entraîné sa disparition. De même pour François Nauté et Édouard Puig : les seuls éléments portés à la connaissance du lecteur sont la célébration d'une messe en l'honneur du premier dans son village de Torreilles et le lieu de la mort du second (en Belgique). Cependant quand la mort est relatée, celle-ci est magnifiée. En effet, selon le récit du périodique, alors que ses hommes sont terrés dans la tranchée, François Fournier affronte seul l'ennemi « superbe, héroïque » ; il se permet même, gouailleur, de montrer à sa troupe « comment on les déquille » avant de tomber le « ventre criblé »<sup>5</sup>.

Sont mis davantage en exergue les exploits sportifs des rugbymen, avec l'énumération de leur poste respectif et des anecdotes marquantes. Joseph Lida, qui le soir de la finale victorieuse, à bout de force, énonce en devin : « je ne rejouerai plus »<sup>6</sup>. On évoque « l'essai de Nauté », expression que tous les supporters fredonnaient tant François Nauté était un finisseur d'exception<sup>7</sup>. Quant à Aimé Giral, on relève son passé d'athlète, vainqueur des championnats régionaux à l'âge de quinze ans<sup>8</sup>.

Les qualités humaines et physiques du défunt sont également sublimées. Ce qu'on peut intituler l'héritage laissé à la postérité. Sont mises en avant des caractéristiques de puissance : Maurice Gravas est doté d'une « vigueur athlétique », Joseph Lida d'une « puissance tenace », François Nauté est un « beau gaillard », Aimé Giral un « bel athlète ». On associe la force à l'esthétisme. Cependant, au-dessus de toutes les considérations physiques, ce sont les valeurs morales des sportifs qui sont magnifiées avec une récurrence pour le courage et ses dérivés de bravoure, témérité, mais aussi la loyauté et le dévouement. Pureté de cœur alliée à la force et à la beauté, ainsi se mettent en place tous les ingrédients du héros de tragédie grecque ; ce n'est pas innocemment alors, que l'on compare Joseph Couffe au soldat de Marathon, ou Aimé Giral à « un éphebe blond »<sup>9</sup>.

On chante alors leur souvenir, comme durant l'Antiquité, à travers des poèmes ou des récits. Dans l'article « Pèlerinage », Marcel Ouradou, l'entraîneur des champions de France, narre sa visite pleine de nostalgie au stade de la route de Thuir. Par anthropomorphisation, tout l'environnement de l'enceinte pleure ses joueurs comme « les feuilles mortes, dépouilles que l'on foule au passage dans un bruit très doux semblable à une plainte »<sup>10</sup>.

---

1. Annette Becker, *La Guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, p. 35.

2. *Le Cri catalan*, 24 octobre 1914.

3. *Le Cri catalan*, 24 juillet 1915.

4. *Le Cri catalan*, 31 juillet 1915.

5. *Le Cri catalan*, 10 octobre 1914.

6. *Le Cri catalan*, 21 novembre 1914.

7. *Le Cri catalan*, 23 janvier 1915.

8. *Le Cri catalan*, 31 juillet 1915.

9. *Le Cri catalan*, 31 juillet, 1915.

10. *Le Cri catalan*, 7 novembre 1914.

## La monumentalisation du souvenir

Alors que l'ASP recense déjà les pertes de ses champions de France, Raymond Schuller, Maurice Gravas, François Fournier, Joseph Lida, François Nauté ainsi que d'Édouard Puig, *Le Cri catalan*, dans son édition du 8 mai 1915, émet l'idée d'ériger un monument pour honorer la mémoire des joueurs de rugby de la ville tombés au front. Ce projet émerge dans un contexte particulier, celui du premier anniversaire du titre de champion de France obtenu en 1914, tout à fait à la fin d'un article intitulé « Anniversaire » : « L'idée pieuse et jolie fera vite son chemin et nous nous retrouverons un jour, les yeux remplis de larmes, réunis au tour de la plaque de bronze, où s'aligneront les noms aimés de ceux à jamais perdus »<sup>1</sup>.

Henry Aragon, le président de la Société d'archéologie et d'études catalanes, précise les contours du monument. Il doit s'agir « d'une simple plaque de bronze apposée au mur d'appui des tribunes, en un mot quelque chose d'intime et de glorieux à la fois » afin que « les noms des héros disparus réveillent leur exemple, évoquent leur image... Nous assurerons ainsi l'immortalité de leur souvenir : *Monumentum perennius aere* »<sup>2</sup>. Henry Aragon reprend la célèbre citation latine d'Horace, « un monument plus durable que l'airain » ; ainsi il grave le souvenir de ces sportifs à jamais. Il accompagne sa proposition du don de cent francs.

À partir de cette date, *Le Cri catalan* publie chaque semaine l'identité des donateurs et les sommes reçues dans un article intitulé « À la mémoire de nos camarades – La souscription du *Cri* ». Comme un symbole, le premier donateur fut la veuve de Robert Augiàrou, l'entraîneur de l'ASP décédé brutalement la semaine précédant la demi-finale victorieuse de 1914, pour une somme de cent francs<sup>3</sup>.

Les dons affluent de toute part : de joueurs de l'équipe réserve comme Charles Vergès (dix francs), d'autres comme Delmas, Nérévol et Forgues qui sont engagés (vingt francs à eux trois), d'adversaires (Pierre Pons, du Stade toulousain, ou Georges Robert Boubal, de l'Association sportive biterroise), de personnes qui n'ont pas laissé d'autres traces (Charles Parès, agent technique des Ponts et chaussées à Saint-Girons). Beaucoup de militaires participent à l'œuvre mémorielle comme le capitaine Fréquentz qui transmet dix francs, fruit de la collecte des hommes qu'il a sous ses ordres. Il avait sollicité les dirigeants de l'ASP pour le don d'un ballon de rugby pour ses soldats. Ce qui illustre la pratique du rugby et plus généralement du sport sur le front<sup>4</sup>.

Plus cruellement, nous pouvons relever les participations des familles des disparus comme Henry Giral (père d'Aimé, à hauteur de cinquante francs) ou Raymond Nauté, l'oncle de François Nauté. Degré ultime de la fatalité, nous pouvons noter les souscriptions de Marcel Mossé (ancien joueur et secrétaire de l'ASP pour dix francs) et de Joseph Couffe (un louis). Moins de trois mois après, ils verront leurs noms s'ajouter à la liste des Aspéistes tombés au front et auront en quelque sorte participé au financement de « leur » monument aux morts<sup>5</sup>.

Différents canaux de financement furent utilisés :

- les souscriptions collectives, notamment celle des Green Devils (vingt-cinq francs réunis) à l'occasion du repas célébrant le galon de brigadier de Jacques Gratia et réunissant une trentaine de personnalité catalanes dont le poète Frédéric Saisset ou Jean Laffon, « la collecte produisit cinquante francs »<sup>6</sup> ;
- la revue de la 32<sup>e</sup> division fut un spectacle qui s'est déroulé au théâtre de verdure le 27 juillet 1915, mêlant tours de chants, comiques<sup>7</sup>. Morelet produit une version papier intitulée *En position*

---

1. *Le Cri catalan*, 8 mai 1915.

2. *Le Cri catalan*, 8 mai 1915.

3. *Le Cri catalan*, 15 mai 1915.

4. *Le Cri catalan*, 20 novembre 1915.

5. *Le Cri catalan*, 19 et 26 juin 1915.

6. *Le Cri catalan*, 22 janvier 1916.

7. Certains numéros comiques comme celui de Marcerou consistaient dans des relents racistes à « singer » un soldat allemand pour s'en moquer.

pour la 32, dont la vente finance le monument aux morts de l'ASP. Il augmente les bénéfices par la réalisation « d'exemplaires de luxe ». Le total s'élève à trente-cinq francs<sup>1</sup>.

Les dons affluent de toute la France et de plus loin encore : « du fond de l'Asie, un Catalan en exil, un admirateur de l'ASP et des champions de France » fait parvenir de Ventiane, au Laos, quinze francs<sup>2</sup>.

Ainsi, *Le Cri catalan* publie dans son édition du 18 septembre, une première liste de donateurs couchant cinquante-cinq noms pour une somme remarquable de mille cinq cent quarante-cinq francs collectés en seulement quatre mois. Le 1<sup>er</sup> janvier 1916, une seconde liste fut éditée, ajoutant quatre cent vingt-cinq francs et quarante-et-un donateurs pour un total de 2 005,75 francs.



Le monument aux morts de l'USAP

Le projet du journal rencontre un véritable enthousiasme et l'organe doit, dans un article du 21 août 1915, rappeler l'objectif de cette collecte, à savoir « uniquement destinée à perpétuer le souvenir de nos camarades de l'Association sportive perpignanaise, équipiers premiers, deuxièmes ou troisièmes morts au champ d'honneur » et non « d'en faire une œuvre générale en faveur de tous les morts perpignans ».

Le monument est inauguré le 2 mars 1919 au stade de l'Association sportive perpignanaise, route de Thuir.

### Une mise en avant du catalanisme

Avant toute chose, si le caractère catalan est mis en avant il ne signifie pas une dissolution du lien avec la « mère patrie » française mais plutôt une association. Celle-ci émerge avec la devise du 53<sup>e</sup> RI : « Catalan avant tout. Français par-dessus tout »<sup>3</sup>.

Dans de nombreuses nécrologies, on voit apparaître une émergence de « traits » catalans, que les journalistes qualifient même de caractéristiques d'une « race ». Ils y associent des qualités de fougue, de bravoure. Ainsi Albert Marty apportait à l'équipe « toute la fougue de la race, tout son cœur d'Aspéiste et de Catalan »<sup>4</sup>. Édouard Puig était doté « des qualités éminemment catalanes de fougue, de puissance et de vigueur athlétique »<sup>5</sup>.

Quant à François Nauté, dès le début de sa chronique funéraire, est mis en valeur sa « catalanité » en digne « rejeton de la vieille souche catalane »<sup>6</sup>. Tous les terroirs sont mis en valeur : Maurice Gravas et François Fournier, de Canet-en-Roussillon ; François Nauté, de Torreilles, en Salanque.

Pour ceux qui ne sont pas Catalans d'origine, comme Joseph Lida, né à Canet-d'Aude, on se propose de les adouber dans un geste de cooptation en déposant sur sa tombe une « couronne de pourpre et d'or, couleur de gloire et de sang » reprenant explicitement les couleurs emblématiques de la Catalogne<sup>7</sup>.

L'attachement au club et à la bannière sang et or se voit également à plusieurs occasions. Louis Cancel, équipier de l'ASP lors de la saison 1912-1913, l'année du sacre, décide d'aller vivre en Afrique

1. *Le Cri catalan*, 16 octobre 1915.

2. *Le Cri catalan*, 1<sup>er</sup> juillet 1916.

3. Renaud Martinez « Perpignan, ville de garnison », in Michelle Pernelle (dir), *Perpignan pendant la Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 13.

4. *Le Cri catalan*, 24 juillet 1915.

5. *Le Cri catalan*, 5 décembre 1914.

6. *Le Cri catalan*, 23 janvier 1915.

7. *Le Cri catalan*, 21 novembre 1914.

du Nord avec sa femme qui attendait son premier enfant. Il écrit au *Cri catalan* en espérant que sa progéniture joue un jour sous les couleurs de l'ASP. En outre, son épouse lui brode un fanion sang et or afin qu'il puisse l'avoir toujours auprès de lui<sup>1</sup>. Une anecdote sûrement mythifiée nous est transmise à l'occasion de la commémoration de la mort d'Édouard Puig, où il est mentionné que, sur le front, sous son uniforme, il revêtait le maillot sang et or<sup>2</sup>.

Cet attachement à la région se voit également à travers le choix du sculpteur chargé de la réalisation du monument aux joueurs de l'ASP, Gustave Violet. Il s'agit d'un artiste catalan qui s'inspire souvent de la vie quotidienne roussillonnaise, notamment celle des paysans, pour réaliser des terres cuites. Vétéran des tranchées, il en sort traumatisé et porteur d'un ardent pacifisme. On lui doit le monument aux morts départemental à Perpignan, vecteur à la fois d'un certain régionalisme et d'un élan pacifiste. Si le message du monument en français est très solennel — « Aux morts pour la France » —, la famille en deuil est représentée par un paysan en costume catalan, certes sans *barretina* mais avec la ceinture traditionnelle catalane (la *faixa*).

Dans une lettre publiée dans *Le Cri catalan* du 28 août 1915, Gustave Violet, après avoir donné son accord, expose son programme artistique : « il faut que ces jeunes noms sanglants crient aux générations futures que leur effort obstiné, unique, inlassable, doit tendre à museler les monstres, capables de déchaîner un pareil fléau. Ce sera pour moi un pieux devoir et un honneur que de fixer cette idée dans le bronze, car c'est du bronze, du bronze imputrescible, de l'airain, qu'il faut à ces beaux soldats ».

## Conclusion

Le monument aux morts de l'Association sportive perpignanaise est inauguré le 2 mars 1919 au stade de la route de Thuir. L'édition du 8 mars du *Cri catalan* indique le déroulement de la cérémonie, qui débute à dix heures sous une pluie forte entraînant une mince affluence, mais en présence de toutes les strates de la société perpignanaise. Des édiles, maire et adjoint, députés; militaires (capitaines, colonels); représentants d'administrations (préfecture) et membres du club.

Le projet initial de bronze de Gustave Violet est abandonné pour une stèle classique scellée à une plaque de marbre, sur laquelle sont apposés trente-sept noms en lettres d'or. Au-dessus trône un losange sang et or (les couleurs historiques du club et de la Catalogne). Celui-ci est découvert au son de *La Marseillaise* et de la *Marche funèbre* de Beethoven, jouées par l'harmonie du 53<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

Les discours s'enchaînent, notamment celui du capitaine Gaston Vidal, qui voit dans le monument du club l'exemple à suivre pour toutes les communes de France<sup>3</sup>. Fidèle à la thématique du « Grand Match » chère à Henri Desgrange, qui transpose les vertus athlétiques sur le champ de bataille, il vante les apports du sport dans les tranchées.

La cérémonie s'achève par un match entre une sélection des meilleurs joueurs français et une équipe « hybride » de l'ASP mêlant les survivants de l'équipe de 1914 et les « jeunes pousses » du club. Comme traditionnellement pour les inaugurations de monuments aux morts sportifs, celle-ci se conclut par un banquet.

Le souvenir des sportifs perpignonais tombés au champ d'honneur perdue au-delà du monument aux morts. Il sera ravivé par le rapatriement de la dépouille d'Aimé Giral, tel qu'Hélène Legrais en fait le récit dans son roman *Les héros perdus de Gabrielle*<sup>4</sup>. En outre, en l'honneur de ces défunts, l'USP adopte le maillot « bleu horizon » (la couleur des uniformes) sur un short blanc et des bas sang et or.

---

1. *Le Cri catalan*, 7 août 1915.

2. *Le Cri catalan*, 5 décembre 1914.

3. Gaston Vidal était un ancien combattant de la Grande Guerre, fondateur de l'Union fédérale des associations françaises de mutilés, réformés, anciens combattants, leurs veuves, orphelins et ascendants et président de l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA). En ce sens, il est à la convergence du monde des anciens combattants et du mouvement sportif.

4. Hélène Legrais, *Les Héros perdus de Gabrielle*, Paris, Calmann-Lévy, 2011, 320 pages.

De nombreuses décennies plus tard, un autre maillot va faire parler de lui. Celui de Salanque-Côte radieuse XV, pour commémorer le centenaire de la Grande Guerre et en souvenir des soixante rugbymen salanquais tués lors de ce conflit. Et parmi eux, François Nauté conçoit un maillot sur lequel en filigrane apparaît un poilu. Ce maillot se veut alors commémoratif et régionaliste, puisque le soldat ne lance pas une grenade mais... un artichaut (un des symboles de l'agriculture catalane de la plaine du Roussillon)<sup>1</sup>.

Camille MORATA, université Paul-Valéry, Montpellier. Laboratoire Crises, EA 4474

\*  
\* \*

## AUTOUR D'UN CENTENAIRE : LA DÉNOMINATION DE L'AVENUE JEAN-JAURÈS À NÎMES (GARD), SEPTEMBRE 1919

C'est en septembre 1919, il y a cent ans, que la municipalité de Nîmes décida de nommer avenue Jean-Jaurès, la plus belle avenue de Nîmes, celle qui part du jardin de la Fontaine vers la plaine et aboutit au viaduc du chemin de fer. Revenir sur cet épisode, c'est se plonger dans une histoire souvent négligée, celle de l'odonymie — c'est-à-dire des noms de rues — mieux abordée aujourd'hui par les historiens.

La grande avenue projetée par l'architecte Maréchal au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'abord appelée Cours-Neuf, fut progressivement prolongée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Il fallait pour cela exproprier les propriétaires des terrains. Le plan de Maréchal n'avait été d'abord exécuté que jusqu'au niveau de la rue du Mail actuelle. À deux reprises ensuite, des travaux avaient permis de la prolonger jusqu'à chemin de Montpellier (aujourd'hui rue de la République) et, comme le signalait l'érudite Albin Michel dans son ouvrage, *Nîmes et ses rues*, en 1876, ces travaux avaient été accomplis pour une part à l'occasion des deux révolutions de février 1848 et du 4 septembre 1870, car il avait fallu alors ouvrir des ateliers municipaux pour occuper les ouvriers au chômage. L'avenue avait gardé d'abord son nom peu original de Cours-Neuf. En 1876, le même Albin Michel espérait « qu'au lieu du nom insignifiant et si mal famé qu'elle porte, cette belle promenade digne d'une grande ville, recevra dans un intérêt historique, un nom rappelant ses deux origines républicaines ». Ce ne fut pourtant pas le cas immédiatement. Le 31 mai 1879, le maire royaliste Adolphe Blanchard décida de dénommer l'avenue Boulevard de la Fontaine. On peut se demander si le maire, politiquement en position fragile puisque les républicains venaient de confirmer leur victoire au plan national avec l'élection du président Jules Grévy, ne voulait pas ainsi créer un fait accompli pour gêner plus tard les



L'avenue Jean-Jaurès à Nîmes, 2019

Cliché Raymond Huard

1. Didier Navarre « Le maillot du souvenir », *Midi olympique*, 24 novembre 2014.

républicains. Vain effort. La nouvelle municipalité républicaine élue en 1881 et dirigée par le banquier Ali Margarot réalisa dès le 30 mai 1882 le vœu d'Albin Michel en se référant d'ailleurs à ses arguments et en rebaptisant l'avenue en boulevard de la République. À l'époque, et jusqu'à la loi municipale du 5 avril 1884, la dénomination des rues ne relevait pas seulement d'une décision municipale, il fallait l'autorisation des autorités supérieures qui fut naturellement donnée par le préfet dès le 31 mai.

Telle était donc la situation à la veille de la guerre de 1914.

Jaurès\* fut assassiné le 31 juillet 1914. Il était venu à plusieurs reprises à Nîmes, en 1894, en 1903, en 1910 (pour le Congrès socialiste) et en 1912, et ses interventions avaient rassemblé un large auditoire. La mort de celui qui était considéré comme l'apôtre de la paix fut un coup très dur pour tous ceux qui avaient mis leurs espoirs en lui pour empêcher le déclenchement du conflit. Malgré tout, la déclaration de guerre et le patriotisme ambiant comme le ralliement du parti socialiste à l'effort de guerre, contribuèrent à minimiser l'impact immédiat de sa mort. Notons cependant qu'une commune gardoise, Saint-Hilaire-d'Ozilhan, sans doute une des premières de France, décida dès le 1<sup>er</sup> septembre 1914 de dénommer Jean-Jaurès la place située devant la mairie. L'assassin de Jaurès\*, Raoul Villain, jeune nationaliste, un peu déséquilibré, fut mis en prison et son procès fut différé, de façon d'ailleurs anormale, jusqu'à la fin de la guerre. Lorsque le procès eut lieu à partir de mars 1919, le nationalisme triomphant à la fin d'une guerre victorieuse, l'hostilité persistante contre le socialisme imprégnèrent le jury, d'autant plus que Villain était en partie disculpé par les médecins aliénistes. Le 29 mars, le jury acquitta ce dernier du crime d'homicide « volontaire ». Cette décision suscita évidemment une émotion considérable dans la gauche française, bien au-delà du seul parti socialiste.

Une bonne partie de l'opinion nîmoise partage cette indignation. Un grand meeting se tient à Nîmes où interviennent des orateurs non seulement socialistes, mais aussi radicaux et francs-maçons ainsi que le félibre Laforêt. On y accrédite l'idée que Jaurès\* aurait pu empêcher la guerre.

La municipalité relaie cette émotion. Nîmes avait depuis 1908 une municipalité socialiste dirigée en 1919 par un galochier, Élie Caстан\*. Elle comprenait cependant sept conseillers royalistes élus par le 3<sup>e</sup> canton de la ville où les royalistes gardaient encore la majorité. La municipalité de Nîmes avait certes soutenu l'Union sacrée au début de la guerre, mais à partir de 1917, le parti socialiste avait pris ses distances avec la majorité gouvernementale.

Dès le 5 avril 1919, le conseil municipal, à l'exception des voix de la droite, « proteste contre le verdict du jury de la Seine acquittant l'assassin du citoyen Jaurès\* ». Le porte-parole de la droite, M. Dugas déclare que ses collègues ne voteront pas la motion, mais il adopte un profil bas, se contentant de dire qu'« il ne se reconnaît pas le droit d'apprécier le verdict du jury de la Seine ». À quoi un conseiller socialiste, Maisonneuve, lui rappelle qu'« en des affaires retentissantes » — allusion évidemment à l'Affaire Dreyfus — « une grande partie de l'opinion s'est élevée contre la chose jugée et a su obtenir la révision de jugements qui froissaient la conscience ». Dans la même séance, la proposition de donner à une rue le nom de Jaurès\* est mentionnée, mais renvoyée à l'examen de la commission des noms de rues.

La question revient à l'ordre du jour le 26 septembre 1919. Cette fois une proposition plus précise et plus engagée est présentée celle de débaptiser le boulevard de la République pour l'appeler avenue Jean-Jaurès « en reconnaissance des services rendus au socialisme et à la démocratie par le grand tribun ». C'était rendre un bel hommage à ce dernier, mais alors que les socialistes étaient assurément républicains, il était fâcheux de supprimer à Nîmes un boulevard de la République. D'où l'idée, afin de rétablir un juste équilibre, de changer en même temps le nom bien banal et traditionnel du chemin de Montpellier, une artère importante de Nîmes, allant des Arènes jusqu'à l'extrémité de la nouvelle avenue Jean-Jaurès, en la renommant rue de la République. Ce fut la décision proposée. Malgré tout, l'adoption du nom de Jean Jaurès\* n'allait pas tout à fait de soi pour la droite. Celle-ci tenta d'obtenir une sorte de compensation en proposant, par la voix du docteur Lafont, que le nom d'Albert de Mun soit également donné à une des rues de Nîmes. Albert de Mun était mort comme Jaurès\* en 1914, mais de mort naturelle à soixante-treize ans. Porte-parole du catholicisme social, venu de la droite royaliste, mais rallié à la République, élu député de façon à peu près continue en Bretagne de 1876 à 1914, fervent



Plan de Nîmes (1901).  
Coll. Raymond Huard

patriote, il avait combattu avec force la séparation de l'Église et de l'État. Mais il n'avait à peu près aucun lien avec Nîmes et cette proposition ne fut jamais suivie d'effet, même à long terme.

Une autre décision du conseil municipal le 26 septembre 1919 suscita les réserves de la droite, celle de nommer Salle Jean-Jaurès la chapelle de l'ancien collège des Jésuites. Celle-ci située dans la Grand-Rue en plein centre de Nîmes, avait eu au cours du temps diverses fonctions. Pendant la Révolution, elle avait été le siège de la société populaire de Nîmes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ce fut la chapelle du nouveau lycée de Nîmes. Depuis le transfert du lycée dans un autre lieu, dans les années 1880, elle servait de salle de réunion publique. Cette fois, la droite par la voix de son représentant Cabiac, alléguait que par cette décision le conseil municipal « renouvel[ait] inopportunément les vexations dont les catholiques avaient été l'objet dans le passé ». Cette référence au passé lointain de la salle était discutable et l'adjoint Domjean qui faisait momentanément fonction de maire, lui répliqua non sans raison que depuis trente ans, ce lieu servait simplement de salle de conférences et que lui donner le nom d'un grand orateur n'était donc pas injustifié. La décision étant de toutes façons acquise d'avance, ces passes d'armes relevaient plutôt de la rhétorique.

La situation ainsi créée persista avec peu de changements jusqu'en 1941. Cependant en 1934, le conseil municipal socialiste décida de dénommer le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> rond-point de l'avenue Jean-Jaurès, respectivement Jules-Guesde et Séverine. Jules Guesde\*, père fondateur du socialisme français, était mort en 1922 ; Séverine\*, célèbre journaliste socialiste, en 1929. Ces dénominations accentuaient le caractère « socialiste » de l'avenue. L'avenue Jean-Jaurès fut prolongée vers la voie de chemin de fer et un monument « au toro » inauguré en 1937, illustra une spécificité nîmoise.

C'est le gouvernement de Vichy, soucieux d'éliminer dans l'espace public toute trace d'un passé républicain et socialiste qui entreprit de remettre complètement en cause la situation antérieure. Le préfet Angelo Chiappe, arrivé dans le Gard en septembre 1940, se chargea de l'opération. Le 7 décembre 1940, il ordonna à la délégation municipale qui avait remplacé le conseil municipal élu en 1935 de changer « dans le plus bref délai » les noms de rues donnés à « des hommes qui, dans le présent comme dans le passé, par leurs actes ou par leurs écrits, ont contribué à précipiter la France dans la ruine ». À cette injonction était jointe une liste de rues, boulevards et places qui comprenait entre autres les rues portant les noms de juifs (Adolphe Crémieux, Bernard Lazare), de syndicalistes (Fernand Pelloutier) et le boulevard Jean-Jaurès ainsi que les deux rond-points mentionnés plus haut. Le boulevard Jean-Jaurès devait s'appeler désormais avenue de la Camargue, et les deux ronds-points, respectivement Jean-Mermoz aviateur célèbre mort en 1936, et Armand-Coussens, peintre et graveur nîmois, décédé en 1935. En même temps l'Esplanade devait prendre le nom du maréchal Pétain. La délégation municipale s'exécuta le 5 janvier 1941.

Cette décision fut annulée dès août 1944 par le comité de Libération. Les rues retrouvèrent leur nom antérieur sauf l'Esplanade nommée désormais Place de la Libération en 1944, avant de devenir Place du Général-de-Gaulle après le décès de ce dernier. L'extrémité de l'avenue Jean-Jaurès fut choisie en 1947 pour l'édification du monument « aux héros et martyrs de la Liberté (1940-1944) », et le dernier rond-point fut baptisé Place des Martyrs de la Résistance.

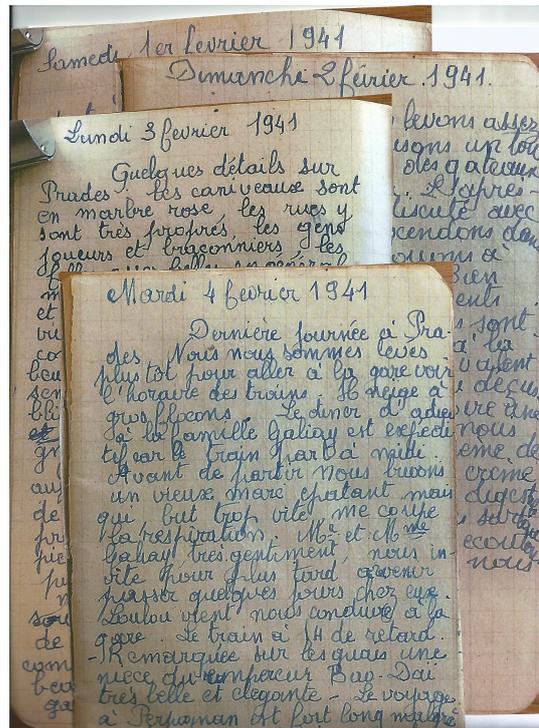
Si le cas de nombre de rues de Nîmes n'est pas aussi significatif que celui de l'avenue Jean-Jaurès, ce dernier révèle combien l'odonymie peut être un bon témoin de l'histoire politique d'une ville.

**Raymond HUARD**

\*  
\* \*

## ESCAPADE EN CONFLENT (PYRÉNÉES-ORIENTALES) POUR DES BRETONS EN QUÊTE DE RÉSISTANCE (FÉVRIER 1941)

Jean-Marie Guillon, professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'université d'Aix-en-Provence, nous a envoyé des éléments d'une recherche faite par lui dans les Archives départementales des Bouches-du-Rhône<sup>1</sup> pour une éventuelle utilisation. Nous avons quatre pages<sup>2</sup> datées des premiers jours de février 1941, rédigées par Pierre Larher, jeune homme né en 1921 à Morlaix, dans le département du Finistère. Ces pages font partie d'un tout dont nous n'avons qu'un élément. Il manque le début et la fin. Certaines questions que nous nous posons ont peut-être une réponse dans les pages précédentes. Nous allons essayer de décrypter les quelques informations qu'il nous livre. Mais d'abord, Pierre Larher écrit-il au jour le jour ou une fois de temps en temps lors de moments de liberté. Il décrirait plusieurs jours à la fois quitte à se tromper. Rien ne nous le dit ou nous aide à le comprendre. Deuxième interrogation, il ne semble pas seul puisqu'il écrit toujours nous. Il est vrai qu'un tel voyage est plus agréable à deux que seul, mais les risques sont augmentés. Nous le suivrons pas à pas dans leur cheminement. Enfin, nous n'apprendrons que le 2 février, second jour de présence à Prades, la raison de ce voyage, même si on peut s'en douter.



Les quatre pages du texte de Pierre Larher  
Arch. dép. Bouches-du-Rhône. Cliché : P. Chevalier

*Samedi 1<sup>er</sup> février 1941,*

*À Narbonne changement de train pour Perpignan. Nous commençons à être fatigué. A Perpignan, il fait froid et de nombreux gens se rendent au sport d'hiver. La tramontane souffle très fort. Je vais chez le coiffeur puis au cinéma car le départ est dans la soirée. Allons dans un grand café en rotonde, très chic où nous jouons une partie. Arrivons à 6h30 après une mauvaise nuit à Prades. Il fait froid en arrivant. L'horizon est barré par des montagnes. Le mont Canigou se dresse majestueux, au dessus de tous les autres. Sommes bien reçus chez Mme Galiay. Faisons un petit somme avant de manger. Mangeons comme des affamés. L'après-midi visitons la ville en compagnie du fils. Belle ville de montagne. A 6h douche. Au souper cinéma. Tarakanova et Zorro.*

Le texte débute alors qu'ils sont à Narbonne. D'où viennent-ils? Nous en sommes réduits à des hypothèses. On peut penser que c'est de Toulouse. Et qu'ils ont passé clandestinement la ligne de démarcation (Langon, La Réole?) et ont rejoint Toulouse. Se rendre de Toulouse à Perpignan n'est pas simple. Il faut souvent changer de train à Narbonne, et prendre le Montpellier-Narbonne-Perpignan-Cerbère. De plus, les phrases soulignées posent problème. S'ils quittent Perpignan dans la soirée, ils sont à Prades une heure plus tard. Or s'ils arrivent à six heures trente, plusieurs possibilités se présentent à nous. Ils sont arrivés à 6 h 30 (18 h 30) et n'ont pas osé se rendre chez Madame Galiay à cause de l'heure, ou bien ils ont passé la nuit dans la gare de Perpignan à attendre un hypothétique train. Mais alors la seconde phrase devrait être « Arrivons à 6h30 à Prades après une mauvaise nuit ».

1. Arch. dép. Bouches-du-Rhône, 8 W 22, section spéciale de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence.

2. La transcription du texte manuscrit est en italiques; elle est fidèle au texte original... fautes d'orthographe comprises.



L'école de filles de Prades, rue Renouvier

Cliché P. Chevalier

Les activités de sport d'hiver en Cerdagne, à cent kilomètres à l'ouest de Perpignan, certes réservées à une élite, sont encore accessibles. La zone frontalière cerdane n'est pas encore « réservée », ce ne sera fait qu'en décembre 1941.

Ce vent violent et froid appelé tramontane souffle du nord-nord-ouest provenant des massifs montagneux. Il est souligné par tous ceux qui passent ou vivent en Catalogne. C'est un trait marquant dans tous les textes des internés des camps de la plage (1939) ou de Rivesaltes (1939-2001). Ainsi, Gret Arnoldsen, parent de Gustav Mahler et de Stefan Zweig, interné à Saint-Cyprien, fait état d'un « coup de vent qui renversa le bureau des postes [...] ». Avec un craquement assourdissant, la bâtisse se coucha sur le flanc comme une baleine blessée »<sup>1</sup>. Tandis que Friedel-Bohny-Reiter, infirmière du Secours suisse aux enfants, écrit sur son journal, le 12 novembre 1941, jour de son arrivée au camp de Rivesaltes : « Le vent souffle violemment autour des baraques »<sup>2</sup>. Et le 29 janvier 1942, elle consigne : « J'entends le ton brusque de la voix d'un garde. Le vent rageur ébranle les baraques. Nous vivons en l'an 1942- en pleine guerre-détresse-misère... »<sup>3</sup>.

Au centre de Perpignan, sur la Basse, cours d'eau qui traverse la préfecture des Pyrénées-Orientales et se jette dans la Têt, a été bâtie une construction en forme de rotonde désignée sous le nom de Palmarium, lieu emblématique de Perpignan depuis 1907, qui fut Art nouveau avant sa rénovation Art déco. C'est probablement dans ce lieu que les jeunes Bretons se sont réfugiés. On ne peut cependant pas exclure qu'ils soient allés dans le café dénommé La Rotonde, rue de la République, à quelques mètres d'un grand magasin appelé Les Dames de France.

1. Gret Arnoldsen, *Silence on tue*, Paris, la Pensée universelle, 1981, p. 140.

2. Friedel Bonhy-Reiter, *Journal de Rivesaltes, 1941-1942*, Genève, Zoé, 1993, p. 31.

3. *Ibidem*, p. 70

En arrivant à Prades, sous-préfecture, on ne voit effectivement que ce Canigou, enneigé à cette période. C'est la « montagne sacrée des Catalans », sur son flanc, l'abbaye de Saint-Martin, à ses pieds l'abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, héritées du temps des comtes. Toute la Catalogne sera séparée du royaume carolingien par Charles le Chauve et dépendra alors de la capitale de la marche, Barcelone. Le mythe historique de la Catalogne l'a fait naître en tant qu'État avec son premier comte Guifred, dit « le Velu », sur les pentes de cette montagne de 2 784 mètres.

Madame Galiay leur semble familière ; Pierre n'a pas à la présenter, peut-être a-t-il déjà fait allusion à elle dans les pages précédentes de son journal. Mme Galiay — Berthe Llaurenson, épouse Galiay<sup>1</sup> — était directrice de l'école primaire de filles de Prades (voir photographie p. 18) depuis 1920. La même année elle épousa Albert Galiay. Ils eurent trois enfants : Jean (21 ans), René (23 ans, aide la Résistance) et Louis dit Loulou, fils cadet des Galiay. C'est lui qui fait visiter Prades aux Bretons. La famille logeait au premier étage de l'école, rue Charles-Renouvier, rue percée en 1901 pour créer un groupe scolaire, comprenant en plusieurs étapes, école de garçons, école de filles et école maternelle. Selon Jeanne Camps<sup>2</sup>, auteur de plusieurs monographies sur la vie à Prades, une demande a été faite aux instituteurs, dans le cadre de l'Exposition universelle de Paris en 1889, « de rédiger une monographie consacrée à leur école ». Or, « certaines écoles sont traitées de taudis »<sup>3</sup>. En 1900, le directeur de l'enseignement écrit au préfet pour l'alerter sur « l'état déplorable des bâtiments affectés à l'école de garçons », puis c'est à l'inspecteur d'académie de relever dans un courrier adressé au préfet des Pyrénées-Orientales que « les écoles publiques de Prades sont installées dans des locaux peu dignes d'une ville chef-lieu d'arrondissement ». La construction d'un nouveau groupe scolaire est décidée, qui sera inauguré deux ans plus tard.



Les Folies Pradéennes, rue de l'Industrie.  
Sans date ni auteur

En 1938, il y avait deux cinémas à Prades, Les Variétés, situé « route nationale » selon l'appellation officielle, devenue « avenue du Maréchal-Pétain » pendant la guerre, et les Folies Pradéennes (voir photographie p. 19), rue de l'Industrie, aujourd'hui rue Jean-Jaurès. Les Variétés appartenait à la famille Llaurenson. Il avait été acheté par les parents de Berthe, Isidore Llaurenson, chaudronnier-limonadier et Marie Salètes. En 1939, le cinéma fut fermé et ne rouvrit qu'en 1943 au 67 bis avenue du Maréchal-Pétain donc, sous la responsabilité de Monsieur Fernand Sursin<sup>4</sup>, originaire de Châlons-sur-Saône et exploitant de cinéma à Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Le cinéma où Pierre est allé est donc les Folies Pradéennes.

1. Arch. dép. Seine-Saint-Denis. Elle est née le 1<sup>er</sup> octobre 1890 à Saint-Ouen, commune située alors dans le département de la Seine. Son père était mécanicien et sa mère ménagère.

2. Jeanne Camps, *L'École primaire à Prades... fa temps*, Prades, Page à page, 2004, 101 pages.

3. *Ibidem* p. 10.

4. Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 39 W 38. Cinéma, censure, surveillance : arrêtés, rapports, correspondance.

Les films vus sont *Tarakanova*, réalisé par Raymond Bernard, sur un scénario d'André Lang et Ladislao Vajda. Les principaux acteurs sont Édith Jéhane, Tarakanova, sœur sosie Dosithée; Paule Andral, l'impératrice Catherine II; Olaf Fjord, le comte Alexis Orloff; Rudolf Klein-Rogge, le comte Chouvalof; Charles Lamy, le prince Charles Kradziwell; Camille Bert; l'amiral Greigh; et Antonin Artaud, le jeune Tzigane, secrètement amoureux de Tarakanova. Ce film est sorti en France en septembre 1930. Il s'agit d'une sombre histoire dans laquelle les ennemis de l'impératrice Catherine de Russie fomentent un complot afin de la renverser. Une jeune Tzigane, Élisabeth Tarakanova, sosie de Dosithée, fille de l'impératrice, recluse dans un couvent, sert leur dessein. Catherine charge le beau comte Orloff de séduire puis de capturer sa rivale... Mais ils tombent amoureux l'un de l'autre.

Et *Zorro*. Mais lequel? *Le Retour de Zorro* (partie 1) sorti en province le 28 octobre 1938, ou *La Revanche de Zorro* (partie 2) sorti en province le 4 novembre 1938? Ils furent réalisés par William Witney et John English sur un scénario de Franklin Adreon, Ronald Davidson, John Rathmell, Morgan Cox et Barry Shipman, d'après les romans de Johnston McCulley.

Dimanche 2 février 1941.

*Nous nous levons assez tard, puis nous faisons un tour en ville. Achetons des gâteaux puis diner de gala. L'après midi, après avoir discuté avec le frère Galiay descendons dans la cour ou nous jouons à [pi]quer au couteau. Bien amusé. Les renseignements relatifs à Port-Vendres sont périmés, ceux relatifs à la frontière espagnole ne valent rien. Sommes un peu déçus. Après souper allons boire une andorrane au café, nous continuons par une crème de banane puis finir une crème de cacao, 2 et même 3 digestifs excellents, que je retiens surtout les deux derniers. Nous écoutons la radio puis nous allons nous coucher.*

Les jeunes Bretons semblent être venus à Prades pour passer en Espagne. Selon l'historien Roger Huguen, « les exemples d'évasions d'aviateurs sont très rares pendant la période qui s'étend de juillet à décembre 1940 coïncidant avec la bataille d'Angleterre »<sup>1</sup>. Plus loin, il ajoute, « au début, on se contenta de procurer de fausses pièces d'identité aux jeunes qui désiraient gagner la zone libre puis l'Angleterre pour s'engager dans les Forces françaises libres »<sup>2</sup>. Roger Huguen indique enfin que des bateaux se mêlaient à une flottille de pêche dans le but de s'approcher des côtes pour apporter du courrier de Londres ou prendre des agents de réseaux. En janvier 41, « la tentative de départ de la *Monique* fut éventée » entraînant la réaction de l'amiral commandant en chef des forces de la Kriegsmarine qui interdit la pêche hauturière ou côtière dans le département du Finistère. Même si cette décision, pour des raisons économiques, fut en partie annulée, elle pesa un certain temps sur le départ vers l'Angleterre de simples volontaires pour rejoindre les FFL. Il y eut tout de même des départs vers l'Angleterre de barques (« Aviso » parti de Paimpol, où réside Pierre) partant dans la flottille de pêcheurs ou bateaux plus importants (contre-goémonier *Saint-Guillaume* de Loguivy) en janvier 1941<sup>3</sup>. Le chemin choisi s'explique alors. Encore qu'un autre chemin fût possible à partir de Toulouse, en allant à Latour-de-Carol, Villefranche-de-Conflent et Prades. Peut-être espéraient-ils prendre un bateau à Port-Vendres pour se rendre en Algérie ou peut-être pensaient-ils pouvoir rejoindre l'Espagne à partir de Prades. R. Huguen, de nouveau, explique les difficultés de militaires britanniques : « Ralph Goldney parvint à regagner clandestinement l'Angleterre par la zone libre (en décembre 1940). [...] Un sergent britannique, Arnold John Mott (arrivé chez ses logeurs le 6 janvier 41) prit l'express de Bordeaux le 26 septembre 1941. [...], passa la ligne de démarcation près de Sauveterre-de-Guyenne [...], prit le train pour Ax-les-Thermes pour se rendre à Puigcerdà. Il franchit la frontière franco-espagnole à pied, en suivant à distance une femme qui avait accepté de l'aider »<sup>4</sup>. La discussion avec le frère Galiay (probablement René, dont il est dit qu'il aide la Résistance) porte peut-être sur le passage de la frontière espagnole.

1. Roger Huguen, *Par les nuits les plus longues, Réseaux d'évasion d'aviateurs en Bretagne, 1940-1944*, Spézet (29) Coop Breizh, 2008, 507 p. Cet ouvrage reprend sa thèse de troisième cycle d'histoire contemporaine, soutenue en 1974 à l'université de Rennes.

2. *Ibidem*, p. 14

3. *Ibid.*, p. 64.

4. *Ibid.*, p. 18 et 23.

Au moment de leur arrivée à Prades, les conditions du passage vers l'Espagne ne sont pas simples. Les réseaux de passage ne sont pas encore structurés. Des contacts ont pu être pris en 1940 pour créer des antennes locales des mouvements naissants et les futurs responsables de « Combat », Marcel Clos et Jean Font\*, reçoivent tracts et journaux clandestins, les diffusent ainsi que les mots d'ordre. Ils ne seront vraiment « sollicités pour organiser la Résistance dans l'arrondissement de Prades »<sup>1</sup> qu'au début 42 selon J. Font\* ou en mai-juin 42 selon M. Clos. Passer en Espagne à partir de Prades exige une bonne condition physique et un guide de qualité. La seule ouverture du moyen Conflent sur l'Espagne est la « Porteille » de Mantet à 2 412 mètres. De là, on descend vers la commune de Setcases et il faut rejoindre Barcelone, en évitant les douaniers espagnols puis les gardes civils et les camps d'internements. Et on est en février !

Enfin, pour conclure sur ce point, lisons Émilienne Eychenne : « Franchir clandestinement la frontière peut se décider à quelques kilomètres de distance. Il est évident que les gens du pays n'ont besoin d'aucune organisation pour arriver à leurs fins. [...] Tout cela exigeait, pour mettre toutes les chances de son côté, une préparation sérieuse »<sup>2</sup>. Ces propos, elle les écrivait par la suite sans refuser un certain spontanisme d'une part, ni une rigueur organisationnelle d'autre part. Et surtout, nos amis ne sont pas tombés sur les bons interlocuteurs.

Décus, les Bretons, peut-être accompagnés par un fils Galiay, vont se familiariser avec certaines boissons catalanes (ou espagnoles). En premier lieu l'Andorrana, liqueur à 30 % de teneur en alcool, bue pure souvent en pouasse-café, produite suivant la formule d'une ancienne recette de la famille Huguet. Sur l'étiquette de la bouteille d'anis, on voit la chapelle de Sant Joan de Caselles de Canillo, au chemin non pavé. L'Andorrana a été « inventée » en 1937. Les effets de la guerre et de la fermeture de la frontière avec l'Espagne ont modifié une tradition. C'était l'« Anis del mono » que l'on buvait avant la guerre, produit similaire mais catalan du sud. L'entreprise qui fabriquait cette boisson a été fondée à Badalona en 1870 par les deux frères Bosch. L'étiquette collée sur la bouteille représente un singe « humanisé ». Les libations continuant, les jeunes gens burent des « crèmes » de cacao et de banane. Comme leur nom l'indique, il s'agit de boissons crémeuses à base de fruits ou de chocolat infusant dans un mélange d'alcool à 90°, de sucre, d'eau. Douceur dangereuse...

Enfin, pour clore la soirée, des digestifs pour digérer les précédents. On peut supposer que ces digestifs étaient à base d'« herbes ». D'origine majorquine, elles sont composées de camomille, d'herbe-louise, de fenouil, de quelques feuilles de citronnier et de mélisse et de feuilles d'oranger et du romarin, macérés dans de l'alcool. En fonction du degré d'alcool, elles seront plus ou moins sucrées et classées dans une des trois catégories de « Hierbas secas (sèches), dulces (sucrées) ou mezcladas (mélangées) ». À moins



La Vénus d'Aristide Maillol, 1918-1928, Perpignan, place de la Loge

Cliché P. Chevalier

1. ADPO 13 J 39, fonds Fourquet, dossier 13. Rapport du sous-préfet de Prades, Marcel Clos, septembre 1944, et Activités dans la Résistance de Jean Font\*, non daté.

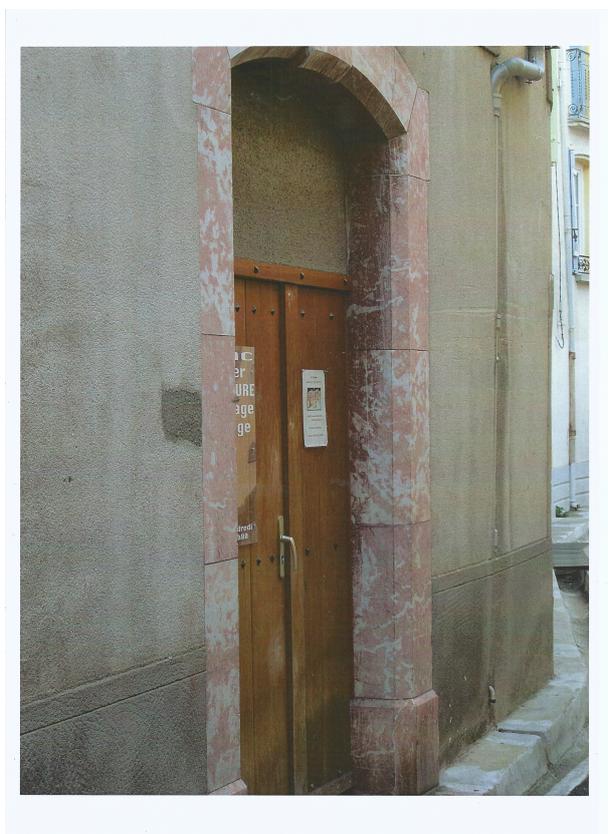
2. Émilienne Eychenne, *Les Portes de la liberté. Le franchissement de la frontière espagnole dans les Pyrénées-Orientales*, Toulouse, Privat, 1985, p. 93.

qu'ils aient goûté au Cuarenta y Tres (43 en espagnol), liqueur donc espagnole très ancienne, composée de 43 ingrédients, dont vanille et banane. De couleur jaune et de texture épaisse. Elle titre 31 ° d'alcool.

Lundi 3 février 1941,

*Quelques détails sur Prades. Les caniveaux sont en marbre rose, les rues y sont très propres, les gens joueurs et braconniers, les filles assez belles en général mais un peu fortes des hanches et des mollets. Au point de vue alimentation le pain comprend du seigle, pas de beurre, la viande y est sérieusement rationnée, J'allais oublier de dire qu'on y parle le catalan et qu'il y a beaucoup d'Espagnols de la vigne et des fruits. On n'est pas beaucoup sorti aujourd'hui; une petite promenade le matin simplement. L'après midi lit en fumant après un diner copieux on a fait des mots croisés puis lit en fumant moult et moult pipes. Le soir après souper on a fait une partie de cartes. J'avais Mr Galiay comme partenaire. Il triche beaucoup. Finalement on a gagné. Puis on est allé se coucher.*

Les détails relevés sur la vie ou les gens de Prades est classique. Étonnement sur le marbre utilisé y compris pour des caniveaux, les gens (Catalans) sont joueurs, braconniers et tricheurs, les filles jolies sont différentes des Bretonnes, la nourriture change avec les habitudes de Bretagne, on parle catalan.



Porche en « marbre rose de Villefranche » d'une maison des Galiay à Prades  
Cliché P. Chevalier

Tout d'abord, Prades possède globalement plusieurs rues et maisons où le marbre appelé « marbre rose de Villefranche » apparaît. « Il s'agit en fait d'un calcaire métamorphique, marmoréen ou marbrier et non d'un vrai marbre. La présence d'impuretés (sels et oxydes de fer ou de manganèse) confère au matériau un aspect particulier et une couleur variable en fonction de la nature des cristaux présents. Elles peuvent [...] former des veines ou des marbrures. Rouge vif, voire violet, flammé de blanc, avec parfois des tonalités bleu turquin; le marbre peut aussi être gris foncé. Les marbriers lui ont donné diverses appellations, toutes modernes, selon les nuances : "Incarnat de Villefranche", "Rouge de Ria", "Violet de Villefranche ou de Ria", ou encore "Fleur de pêcher" »<sup>1</sup>. Les trottoirs et les caniveaux en « marbre » se trouvent rue du Palais-de-Justice, rue qu'ils emprunteront régulièrement en se rendant au centre de Prades.

Pierre relève aussi un côté joueur et braconnier; c'est en tout cas traditionnel de le dire.

Enfin, les hanches et les mollets des Catalans sont-elles fortes? Là encore, il s'agit d'une remarque classique corroborée par les sculpteurs catalans. Aristide Maillol (Banyuls-sur-Mer, 1861-1944) dans les années 20 (voir photographie p. 21) et Miquel Parede i Fonollar (Barcelone, 1901- Céret, 1980) plus tard le montrent avec leurs statues dans les allées du

Palais des congrès de Perpignan. Cependant, les sculptures, dessins et sanguines d'Aristide Maillol à

1. Géraldine Malet, *Patrimoine du sud*. [En ligne] 4/2016, mise en ligne le 1<sup>er</sup> août 2016, consulté le 3 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pds/1029>; DOI:10.4000/pds.1029.

partir de la fin des années trente ont pour modèle Dina Vierny\*, née en Bessarabie (actuelle Moldavie). Et, pourtant, elle possédait des « hanches catalanes ».

En décembre 1940, les rations alimentaires pour le mois de janvier sont fixées. L'historien Jean Larrieu nous les précise <sup>1</sup> : « 300 grammes de pain par jour, 100 grammes de matières grasses, 300 grammes de viande et 30 grammes de fromage par semaine ». Et le pain est essentiellement constitué de seigle et peut-être d'autres ingrédients plus ou moins autorisés. Le beurre n'est pas ou peu utilisé dans les Pyrénées-Orientales où l'on privilégie l'huile, en particulier d'olive. Les oliviers ont longtemps été cultivés sur les pentes ensoleillées du Conflent. Ardouin Dumazet décrit en 1904 le paysage de la vallée de Prades : « Les plantations de micocouliers sont nombreuses et les oliviers en multitude couvrent les pentes. Ils s'élèvent assez haut sur les flancs du Canigou dont on aperçoit en entier la masse superbe. [...] Le véritable monument de Prades est encore le Canigou qui se présente sous son plus majestueux aspect. Il est remarquable ainsi, sans expliquer toutefois l'espèce d'adoration dont il est l'objet chez beaucoup d'écrivains et de touristes » <sup>2</sup>. Lorsque les Bretons sont à Prades les paysages ont changé : « L'importance des cultures maraîchères dans le bassin de Prades est telle que deux coopératives y ont été fondées [dont] une à Prades même qui a pris un essor rapide et vise à de larges réalisations [...]. Depuis 1934, d'ailleurs, fonctionne à Prades un marché de gros où s'opèrent les transactions sur ces produits » <sup>3</sup>. Mais la période est particulière. Une catastrophe venait de toucher les vallées des Pyrénées-Orientales et la Catalogne du sud. On l'a appelée l'Aiguat [« Inondation » en catalan]. Des pluies diluviennes du 17 au 22 octobre 1940 ont causé la mort de cinquante personnes au nord et trois cents au sud. Beaucoup d'infrastructures ont été détruites.

À cette époque encore, la langue catalane était utilisée couramment par une grande partie de la population, et ce malgré les interdits de « hussards de la République ». Elle était parlée en Espagne du Nord-Est, dans les provinces de Barcelone, Gérone et Lérida et Tarragone ainsi que dans les îles Baléares ; elle est enfin langue nationale en Andorre. Selon le petit-fils de Berthe Galiay, les enfants devaient parler catalan à la maison. Leur mère, bien que directrice de l'école, considérait que l'apprentissage, jeune, d'une autre langue permettait d'améliorer les résultats scolaires.

#### Mardi 4 février 1941,

*Dernière journée à Prades. Nous nous sommes levés plus tôt pour aller à la gare voir l'horaire des trains. Il neige à gros flocons. Le diner d'adieu à la famille Galiay est expéditif car le train part à midi. Avant de partir nous buvons un vieux marc épatant mais qui but trop vite me coupe la respiration. Mr et Mme Galiay, très gentiment, nous invitent pour plus tard à revenir passer quelques jours chez eux. Loulou vient nous conduire à la gare. Le train à 1 h de retard. Remarquée sur les quais une nièce du empereur Bao Daï très belle et élégante. Le voyage à Perpignan est fort long malgré un trajet court à cause des manœuvres incessantes. Traversons des vignes et des vignes continuellement. A Perpignan coiffeur, cinéma, café et départ dans la nuit. Beaucoup de gens dans le train.*

Nguyễn Phúc Vĩnh Thụy, futur empereur d'Annam, avait un précepteur, Eugène Charles (1865-1946), qui avait une propriété à Prades, route de Catllar. En 1922, accompagné par son cousin, le prince Vĩnh Can, il est envoyé à Paris pour faire ses études : il fréquente le cours Hattemer où il est scout, le lycée Condorcet puis l'École libre des sciences politiques. Les deux cousins habitent l'hôtel particulier de leur précepteur, avenue de Lamballe, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement où ils semblent partager le quotidien de la famille de M. et Mme Charles. Durant cette période, régulièrement, ils venaient à Prades. À la mort de son père, il devint S.A.I. Bảo Đại; empereur d'Annam. Les séjours français du jeune prince Vĩnh Thụy (devenu Bảo Đại) et son cousin Vĩnh Can, entourés par les enfants Charles, se passaient entre Paris, Vichy, les Alpes et Prades de Conflent... Le précepteur semble avoir continué de recevoir

1. Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, tome I, « Chronologie des années noires », Prades, éd. Terra Nostra, n° 89-90, 1994, p. 66.

2. Ardouin Dumazet, *Voyage en France. Pyrénées-Orientales*, Paris, Berger Levrault, 1904, p. 80 et 82.

3. *Visages du Roussillon*, Paris, Horizons de France, 1952, p. 31.

des membres de la famille impériale d'Annam, puisque les jeunes Bretons ont vu à la gare de Prades, une nièce [...] très belle et élégante de l'empereur.

La loi du 15 novembre 1940 autorise le remplacement des municipalités jugées « douteuses ou hostiles au gouvernement » par des délégations spéciales. Ainsi à Prades, fin février, une délégation est nommée par le préfet, avec pour maire Victor-Paul Pyguillem, commandant de gendarmerie, Eugène Charles, précepteur, premier adjoint, et François Pavie, second adjoint. Treize conseillers et deux femmes complètent la délégation. Enfin, en 1942<sup>1</sup>, la route de Catllar, devint allée (ou rue) Bao-Day, en l'honneur de l'empereur d'Annam. Aujourd'hui, elle est devenue la rue Louis-Prat.

#### Pour conclure

Cette visite de Pierre et son ami (?) nous a permis de retrouver *Prada de Conflent fa temps*<sup>2</sup>. Les habitudes, certes bouleversées par les catastrophes naturelles ou non naturelles, perdurent, d'autant que le département n'est pas encore occupé. Bien sûr les restrictions de nourriture existent, mais la contrebande, relevée par Pierre pallie certains manques. On peut encore jouer, boire ou être hébergé sans trop de contraintes. La mainmise de l'État français commence à se faire sentir. Mais pour nos jeunes Bretons un certain air de liberté existe encore, pour leur permettre de continuer leur recherche...

Pierre Larher, né le 18 février 1922 à Morlaix, fils d'Auguste, 51 ans, boucher et Marie Dantec, 37 ans, commerçante, domiciliés à Morlaix. Il épousera Jeanne Lerbolieu le 4 juillet 1947 à Morlaix et décédera le 9 juillet 1969 dans la même commune<sup>3</sup>.

En décembre 1942, la famille Galiay devra quitter l'appartement de l'école, expulsés lors de l'arrivée des Allemands. Elle s'installera alors dans le quartier du Pérou, au 31 bis rue de l'Hospice. Cette maison appartenait à la famille Galiay; l'encadrement du porche d'entrée est en marbre rose. L'appartement et l'école de filles seront aussi occupés quelque temps par les Allemands; l'enseignement se fera alors au collège moderne de filles (ancien couvent des Capucins).

Berthe Galiay continuera de diriger l'école peu de temps après-guerre puisqu'elle prendra sa retraite en 1946.

Après la guerre, Loulou quitta Prades pour le Canada, où son fils vit encore.

**Pierre CHEVALIER**

\*  
\* \*

## LES MAQUIS DE L'HÉRAULT, PRÉSENTÉS DANS UN RAPPORT DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU 30 JUIN 1944

### Note de présentation

Les autorités montpelliéraines disposaient de renseignements très fournis sur les activités des maquis dans l'Hérault. Ce rapport<sup>4</sup> (p. 26), rédigé à Montpellier, ne parle que de deux maquis. Les autres maquis de l'ouest du département relevaient, comme le laisse entendre le rédacteur, de la « compétence » de son collègue de Béziers.

---

1. Jean Violet, *Prades, son histoire, ses coutumes*, Prades, Roca, 1959, p. 109.

2. « Prades en Conflent autrefois »

3. Arch. dép. Finistère, Quimper, état civil de Pierre Larher.

4. Ce long rapport au directeur des Renseignements généraux à Vichy, est dû au commissaire de police, chef du service des Renseignements généraux à Montpellier. Il est suivi de deux notes des 1<sup>er</sup> juillet et 5 août 1944 (Arch. dép. Hérault, 1622 W 5).

En réalité, c'était le maquis Bir Hakeim (AS : Armée secrète), réfugié, depuis le début du mois de juin 1944, dans l'Hérault, autour de Mourières et Clermont-l'Hérault, qui était le plus actif dans ce département en cette fin de printemps et ce début de l'été de 1944. Mais, d'après son auteur, ses actions relevaient, le plus souvent, de « délits ou de crimes de droit commun » dont ce rapport dresse des listes. L'autre maquis évoqué dans ce texte implanté à Ganges, dans les marges cévenoles de l'Hérault, était aussi une formation armée de l'AS implantée dans le Gard et la Lozère : le maquis Aigoual-Cévennes issu de la fusion de plusieurs groupes armés cévenols. Ce maquis commandé par René Rascalon\* joua un rôle décisif dans la Libération du Gard et de Nîmes. Il concernait les deux départements voisins plutôt que l'Hérault. Il est doublement intéressant car, d'une part, il montre que la police de Vichy disposait, à Montpellier, d'informations précises. Par ailleurs, les supputations de ce fonctionnaire zélé du régime mais inquiet de la rapide évolution des événements indiquent qu'il préparait une reconversion politique dans la continuité... de l'anticommunisme de principe qu'il cultivait.



Paul Demarne

Ses analyses reflètent aussi les conceptions de l'intendant de police de Montpellier muté à Toulouse, Pierre Marty, qui concentrait ses ardeurs répressives contre la Résistance d'obédience communiste, tout en épargnant, relativement, les forces résistantes non communistes. Il prétendait « préparer » de la sorte les lendemains d'une Libération qu'il savait inéluctable. De leur côté, les forces allemandes d'occupation s'attaquaient avec férocité et de façon indistincte, à toutes les forces résistantes<sup>1</sup>. Certains fonctionnaires de police de Montpellier, comme l'auteur de ce rapport et la Milice héraultaise étaient, semble-t-il, d'accord avec Pierre Marty.

Il n'y a pas eu, sur place, de réelles actions concertées — entre les autorités policières, la Milice et les autorités allemandes — pour réduire ce « maquis de Clermont-l'Hérault », Bir Hakeim repris en main par Paul Demarne\* après le massacre de La Parade\*. Bien entendu, c'est là le point de vue de ce fonctionnaire de la police de Vichy, bien renseignée, qui, peut-être ainsi, conjurait la crainte de la Libération. Ce policier demeurait, en plein été 1944, un partisan zélé d'un régime dont il épousait toute la rhétorique, la même que celle des Allemands. Il dépeignait les résistants dont il relatait les faits et gestes sous le jour le plus sombre, celle d'individus sans moralité. Pour lui, bien sûr, c'étaient des délinquants de droit commun, des « bandits » ! D'ailleurs, il était loin d'être le seul à tenir ce langage, celui, un peu partout, des collaborationnistes. Ainsi, Aimé Vielzeuf\*, le chroniqueur de la Résistance cévenole (gardoise et lozérienne), a intitulé un de ses ouvrages *On les appelait les « bandits »*<sup>2</sup>, ce vocable servant communément à désigner les résistants. De « bandits » à « terroristes », il n'y avait qu'un pas qui était vite franchi, les résistants étant volontiers simultanément affublés des deux qualificatifs.

Le rédacteur du rapport présentait donc sous un jour très négatif Paul Demarne\* et ses amis. Mais, dans le même temps, il insinuait que ce dernier, aurait peut-être été un « agent double » dont le mobile

1. Nous avons évoqué ce thème dans : André BALENT, « Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault), stand de tir de la Madeleine, 14 mars-11 juillet 1944 », *Maitron en ligne*.

2. Aimé Vielzeuf\*, *On les appelait « les bandits »*, Nîmes, Lacour Rediviva, 2002, 382 p.

principal aurait été l'anticommunisme. Connaissant ses faits et gestes, sachant où le trouver, il se gardait bien de l'arrêter. Il est curieux — peut-être significatif — de constater que cet argument a été repris dans la dernière lettre que le chef de la Milice de l'Hérault, René Hoareau, écrivit au fils du docteur Marissal (abattu par Raoul Batany\*) à Montpellier, la veille de son exécution. Ce policier ne préparait-il pas aussi sa reconversion au lendemain du prévisible départ, à brève échéance, des troupes d'occupation, en ménageant une résistance supposée saine parce qu'hostile au communisme? Demarne\* — qu'il dépeignait par ailleurs sous un jour peu flatteur — aurait été aussi, d'après lui, un des chefs de file d'une résistance anticommuniste capable, pour affaiblir ou éliminer les militants du PCF et leurs amis, de pactiser avec la Milice avant le départ des Allemands. On sait que Bir Hakeim a accueilli des éléments provenant de toutes les tendances politiques. Mais celles de gauche — allant jusqu'aux communistes allemands des Cévennes et aux combattants espagnols, communistes eux aussi, de l'AGE (*Agrupación de guerrilleros españoles*) — dominaient en son sein. Demarne\*, second chef de Bir Hakeim, était de filiation radicale-socialiste. Il succédait au fondateur du maquis, Jean Capel\*, un communiste. Son successeur, François Rouan<sup>1</sup>, ancien volontaire en Espagne républicaine, était un ancien communiste exclu pour trotskisme... Ce maquis, alors le plus « actif » de l'Hérault devait, peut-être, être ménagé par un fonctionnaire engagé politiquement mais prudent, sachant que l'on se trouvait dans un tournant décisif de la guerre en ce qui concerne la France. Mais, en anticipant sur la Guerre froide qui permit de rassembler sous la bannière de l'anticommunisme les éléments « sains » issus à la fois de la Résistance et de la Collaboration, n'était-il pas tentant d'en attiser les contradictions internes?

**André BALENT et Jean-Claude RICHARD**

#### Les « Maquis » dans l'Hérault (arrondissements de Montpellier et de Lodève) le 30 juin 1944<sup>2</sup>

La Relève et le Service de Travail Obligatoire sont indiscutablement à l'origine des « Maquis ».

Dès leurs créations, communistes et gaullistes ont compris les avantages qu'ils pourraient retirer de la non-observation par les jeunes de l'obligation du travail en Allemagne.

Les propagandes subversives et antinationales se sont données libre cours dans ce domaine, invitant les intéressés à la défaillance et leur conseillant de « prendre le maquis ».

Si certaines parties du territoire ont beaucoup souffert de la constitution de bandes, progressivement armées et de plus en plus dangereuses par l'arrivée de repris de justice, d'évadés de prison et d'étrangers indésirables, la région de Montpellier ne se prêtait nullement à des rassemblements de ce genre, à cause des insuffisantes possibilités de ravitaillement qu'elle peut offrir.

On le constate actuellement davantage depuis que, du fait du débarquement « allié » certains départements traversent une période difficile, tandis que dans l'Hérault, et plus particulièrement dans le secteur de Montpellier, aucune recrudescence d'activité n'a été relevée.

Tout en conservant dans ce domaine une situation privilégiée, le secteur précité n'a pas été malgré tout complètement négligé par les dirigeants de la « Résistance » et autres organisations illégales, et a vu se constituer sur son territoire des « maquis » qu'on peut désigner comme suit :

- 1) « Maquis » de Clermont-l'Hérault
- 2) « Maquis » de Ganges.

---

1. Pierre Chevalier, « L'unique chose qui m'importe, disait-il à ses fils, c'est ce que tu fais, pas ce que tu dis. François Rouan (Foix, 1914 - Montpellier, 1992) », *Le Midi Rouge*, n° 30, 2017, p. 9 à 25.

2. Comme d'habitude dans *Le Midi Rouge*, la transcription a cherché à respecter le document d'origine dans toute la mesure du possible.

Ces deux appellations déterminent à peu près les emplacements géographiques des « bandes » armées composant ces maquis.

D'ores et déjà, il y a lieu de signaler que, si le centre du premier est indiscutablement Clermont-l'Hérault, les localités où s'installent et où passent fréquemment les « maquisards » qui en font partie, sont en grand nombre situées de l'autre côté de la ligne délimitant les R.G. de Montpellier et de Béziers.

Des communes comme Neffès, Cabrières, Nizas, Fontès font partie du secteur des R.G. de Béziers et sont souvent parcourues par des individus ayant leur P.C. à Clermont-l'Hérault.

D'autre part, ce qui est désigné sous le nom de « maquis » de Ganges intéresse plus spécialement le Gard (Région de Marseille), car les membres qui le composent sont dispersés un peu partout dans ce département, qui leur offre des possibilités plus grandes que l'Hérault et qui n'est pas éloigné du massif de l'Aigoual, lieu de refuge idéal et quasi inaccessible lors des opérations faites par les Allemands.

Clermont-l'Hérault d'une part, Ganges de l'autre, paraissent être en relations suivies et les routes qui les mettent en communication sont fréquemment sillonnées par des véhicules transportant des hommes armés, comme cela a été signalé le 15 mai 1944.

### **I – « Maquis » de Clermont-l'Hérault.**

Son chef est sans contestation possible le nommé Demarne Paul, né le 28.2.1904 à St Georges-d'Orques (Hérault), marié, 3 enfants, domicilié à Canet, à quelques kilomètres de Clermont-l'Hérault.

Lieutenant de l'armée coloniale, Demarne était en permission en France lors de l'agression anglo-américaine en Afrique du Nord.

Il est appelé communément « le Capitaine » et aurait été récemment nommé Commandant.

De petite taille, très remuant, il bénéficie d'une certaine popularité dans la région. Demarne paraît aimer la vie facile et doit toucher de fortes sommes d'argent car il dépense sans compter. Il était, jusqu'à ces temps derniers, un client attitré des débits de boisson tenus à Clermont-l'Hérault par les nommés Christol, Delsol et Casset, qui ont été arrêtés par les Allemands.

Souvent pris de boisson, Demarne ne paraît pas un personnage d'envergure et fait l'objet de critiques même dans les milieux locaux favorables ou adhérents à la « Résistance ».

Les communistes de Clermont-l'Hérault lui reprochent de faire la noce sans arrêt et de s'occuper du « maquis » en passant des journées entières au café.

Il ne quitte pas les environs de Clermont-l'Hérault et circule sans se cacher sur les routes, soit en voiture, soit en vélomoteur.

Son attitude laisse sceptiques quelques personnes surprises qu'il n'ait pas été mis en état d'arrestation par les Allemands au cours des nombreuses rafles et descentes opérées en force dans la ville et la région.

On commence à insinuer que Demarne pourrait bien être un agent double, d'autant plus qu'il a été vu, à plusieurs reprises, en compagnie d'Allemands.

Il est naturel que Demarne soit pris à partie par les Communistes, car il manifeste des sentiments hostiles à la IIIème Internationale.

On dit à ce sujet qu'il a visité ces temps derniers plusieurs Maires nationaux des communes voisines de Clermont-l'Hérault pour leur demander de rester à leur poste quoiqu'il arrive, de manière à ce qu'ils puissent faire éventuellement échec aux Communistes.

\*\*\*

Parmi les individus faisant partie de l'organisation ou étant en relations suivies avec Demarne, on peut citer :

- 1) Salas Roger, mécanicien et chauffeur de taxi à Clermont-l'Hérault qui a été arrêté le 16.6.1944 à Montpellier par les Allemands. Roger Salas était un intime de Demarne. Son activité était particulièrement surveillée par le service car il était représenté comme étant au courant de toute l'organisation. Deux jours avant son arrestation, il avait été signalé qu'il pilotait la voiture particulière d'un commandant allemand.
- 2) Salas Armand, frère du précédent, qui assure irrégulièrement comme chauffeur la conduite d'un autocar de la ligne Montpellier-Clermont-l'Hérault. Cet individu est un bavard et se livre également au « marché noir » sur une grande échelle. Lui aussi connaît l'activité exacte de Demarne et de ses hommes. Il est certainement domicilié à Clermont-l'Hérault, mais doit avoir aussi une résidence à Brignac, localité située à quelques kilomètres de cette commune.

Les agissements de Salas sont des plus douteux. Au début de juin, en compagnie de quatre personnes non identifiées, il est allé passer en voiture trois jours dans l'Aveyron. Il a été remarqué que durant cette période de nombreux attentats ont été perpétrés dans ce département. Vers le 12 juin, Salas Armand a fait connaître son intention d'entreprendre en voiture automobile, avec quatre de ses amis, un voyage de 560 kilomètres et d'utiliser un véhicule 8 CV Peugeot n° 9.559 GP 4, fonctionnant à l'essence et au gaz de ville. Cette expédition devait durer cinq jours, à compter du 16 juin et était considérée comme dangereuse. Pensant que cette fois encore la bande se rendrait dans l'Aveyron, la route nationale a été surveillée toute la journée du 16 entre Lodève et Le Caylar, mais vainement. Le voyage a pu être remis, comme il est également possible que Salas ait emprunté un autre itinéraire ou encore qu'il ne se soit pas rendu dans l'Aveyron mais dans un autre département. Quant au véhicule que lui et ses amis devaient emprunter, il appartient (si toutefois le numéro minéralogique n'est pas faux) à un individu nommé Arribat Zéphirin, demeurant 5 rue Couzit à Montpellier. Cet individu qui jouit d'une réputation peu flatteuse, est un ancien syndicaliste très actif lors des grèves d'avant-guerre. Il avait demandé en avril 1943 son admission comme chauffeur à l'Intendance de police. Ses relations avec Salas Armand et son passé équivoque laissent penser qu'on se trouve en présence d'un élément des plus suspects.

- 3) Dejean Pierre (orthographe non garantie) n'est pas en bonnes relations avec Demarne, mais joue néanmoins un rôle important dans l'organisation. Demeurant à Clermont-l'Hérault, il fréquente régulièrement le « Bar du Bon Coin », situé près de la Mairie. Ce Bar a une clientèle communiste et il y a été notamment remarqué la présence d'un certain nombre de papillons ronéotypés semblables à ceux diffusés à Montpellier le 2 juin 1944. Dejean comme le patron du débit manifeste des sentiments communistes. Il n'ose pas se heurter franchement à Demarne, mais critique néanmoins la vie facile menée par ce dernier. De son côté, Dejean reçoit, le plus souvent le jeudi, la visite de personnes venues des localités environnantes qui le renseignent sur ce qui se passe dans leur commune. C'est ainsi que Dejean a chargé récemment un de ses amis de contrôler l'activité d'un Inspecteur de police du Service et de trois fonctionnaires de la S.N.C.F de passage à Paulhan. Le signalement de Dejean est le suivant : 1m 68, 45 ans, mince, brun, petite moustache, vêtu en toile kaki.
- 4) Parmi les informateurs de Dejean se trouve un laitier de Paulhan dont le domicile serait situé Route d'Adissan, à proximité d'un monument. Ce laitier n'a pu être identifié de manière certaine car aucun d'eux n'a son domicile route d'Adissan.

1° Maffre Louis, facteur mixte à la S.N.C.F est répartiteur de lait à Paulhan, son domicile est situé avenue des Tilleurs. Cette avenue aboutit à la route d'Adissan mais elle est assez éloignée du monument. M. Maffre possède une camionnette avec laquelle il fait le ramassage du lait. Il se rend à Clermont-l'Hérault fréquemment. Les renseignements recueillis sur M. Maffre sont bons et ils ne laissent pas apparaître qu'il puisse être en relation avec le maquis.

2° Pagès Louis, rue Marceau à Paulhan est laitier. Il remet journallement son lait à M. Maffre chargé de la répartition. La rue Marceau est près de la route de Clermont donc assez éloignée de celle d'Adissan et du monument. M. Pagès fait l'objet de bons renseignements.

3° Pigniol Dominique, ancien laitier, route St Martin. Celui-ci a reçu plusieurs fois à la campagne près de Villeveyrac les jeunes du maquis qui venaient se ravitailler. Il a reçu mercredi ou jeudi la visite de la Gestapo qui venait se ravitailler aussi. M. Pigniol est surtout un trafiquant.

- 5) Parmi les jeunes gens faisant partie du « maquis » mais qu'on voit le plus souvent à Clermont-l'Hérault, aucun nom n'a pu être recueilli. Trois d'entre eux ont cependant attiré l'attention :

Les deux premiers paraissent être les « gardes du corps » de Demarne. De type étranger, leur allure est des plus rébarbatives. L'un d'eux âgé d'une trentaine d'années, 1m 68, brun, portant une petite moustache, paraît de nationalité espagnole. Le troisième a déclaré à des personnes ces jours derniers qu'il faisait partie d'une bande ayant perpétré un attentat sur la voie ferrée à proximité de Bédarieux et à d'autres, qu'il avait été blessé au cours d'un engagement avec des soldats allemands. Grand, 1m75, âgé de 25 ans environ, corpulence moyenne, il est blond et frisé. Il s'exprime bien en allemand et porte un pansement volumineux à l'avant-bras droit.

- 6) Un nommé Séverac Paul, né le 5.1.1893 à Béziers, marié, un enfant, menuisier, est signalé comme connaissant beaucoup de choses sur l'organisation. Très bavard, il est pourtant assez mal considéré et a la réputation de commettre des vols. Il paraît certain qu'il a dérobé il y a quelque temps 1.000kgs de pommes de terre, affaire qui a été mise sur le compte du « maquis ».

Il a notamment loué à une dame Lagarde de Nizas un magasin dans lequel il aurait entreposé des pneus de camion. Ce magasin, d'après ses dires, aurait été réquisitionné par l'armée allemande pour servir de dépôt. Or, la Mairie de Nizas n'a jamais été saisie d'une demande de réquisition en faveur des troupes d'occupation ou d'un autre service français ou allemand. Ce qui est certain c'est que des hommes paraissant âgés de 25 à 30 ans, revêtus d'uniformes allemands, ont été vus devant le dit magasin, causant avec Séverac Paul, au moment même où l'on déchargeait les pneus d'une camionnette. Des jeunes gens de Nizas auraient déclaré au Maire que les hommes en question avaient parlé le patois avec Séverac. L'on suppose donc qu'il s'agit de « maquisards » habillés en Allemands. Le 11 juin 1944, Séverac aurait reçu à son domicile le nommé Demarne de Clermont-l'Hérault et il l'aurait gardé à déjeuner.

Lors de l'attaque du « clôt » de Malibrans, près Nizas, au cours de laquelle 5 Allemands auraient été tués ainsi qu'un jeune du maquis, il aurait piloté Demarne dans la région.

Ce dernier et Demarne sont intervenus auprès du Curé de Nizas pour que le jeune du maquis tué au cours de la bagarre soit enterré dans le village. L'adjoint au Maire et le curé purent les convaincre qu'il valait mieux emporter le mort pour éviter qu'il ne soit exercé des représailles contre la population.

Séverac est en relation avec un certain Iché de Pézenas qui aurait eu des difficultés avec la police pour trafic de denrées.

- 7) Dans la bande se trouve fréquemment un nommé Martinez (il s'agit vraisemblablement d'un pseudonyme), étranger sans aucun doute, venu on ne sait d'où, il s'agirait d'un « juif américain ». Martinez partagerait son temps entre Clermont-l'Hérault et Lodève où il aurait un pied à terre et dans un petit village des environs de Pézenas. Bien que la bande dirigée par Demarne affirme qu'il n'y a pas de « tueurs » dans l'organisation, on peut penser que Martinez est un « exécuteur ». Il serait dangereux et circule soit dans une voiture à essence soit sur une motocyclette de forte cylindrée.
- 8) Monteils Robert, exploitant forestier, qui se trouve à Clermont-l'Hérault depuis un an et demi, où il habite rue des Calquières, est signalé aussi comme un membre actif et s'occuperait surtout des questions de ravitaillement. On doit le considérer comme dangereux et toujours armé.
- 9) Estarrague Louis, né le 19.11.1913 à Clermont-l'Hérault, entrepreneur de maçonnerie, demeurant dans la commune, rue du Portail-Naou, est en relations suivies avec Demarne, Monteils et Martinez. Il s'agit d'un ancien militant SFIO, gaulliste avéré. Il aurait pris récemment la fuite lors de l'arrestation de Bouzid.

- 10) Bouzid<sup>1</sup> Paul, né le 31.6.1891 à Religani (Oran), directeur de l'Ecole de garçons à Clermont-l'Hérault est à joindre à la liste, ses sentiments ne faisant aucun doute. Bouzid a du reste été arrêté récemment par les Allemands.
- 11) Bony René<sup>2</sup>, né le 25.3.1908 à Clermont-l'Hérault, instituteur dans la commune joue également un rôle des plus suspects. Il a été récemment signalé par le service comme ayant organisé une réunion à Montpeyroux. Bony aurait disparu de Clermont-l'Hérault à la suite de l'opération conduite dans cette ville par les Allemands et au cours de laquelle Bouzid a été appréhendé.

\*\*\*

Le 15 mai 1944 un rapport avait été déjà fourni sur cette organisation de Résistance. Il y était notamment signalé que ceux qui en faisaient partie ne se gênaient nullement, allaient et venaient porteurs d'armes apparentes et circulaient sur les routes de la région en camion ou en voitures. Trois numéros de véhicules utilisés par eux avaient été fournis à cette occasion :

4563 GP 5 traction avant Citroën, portant sur la carrosserie l'inscription « Les deux Vedettes » qui a été vu dans la région de Clermont-l'Hérault, Aniane, St Paul à Valmalle, chargé de jeunes gens.

Le numéro minéralogique est faux car le vrai a été affecté à une voiture se trouvant actuellement à Sète.

7076 FN 4 camion de 5 tonnes

4298 FN 4 voiture V8 Mattford

D'autres voitures sont vraisemblablement à leur disposition.

\*\*\*

L'activité de la bande commandée par Demarne n'a jamais atteint l'intensité qu'on a constatée chez des « maquisards » d'autres départements comme l'Aveyron ou la Lozère.

Elle a néanmoins à son actif un certain nombre d'affaires qu'on peut énumérer comme suit :

- Vol d'une ambulance automobile à Gignac (19. 2. 44)
- Vol de 800 litres d'essence Clermont-l'Hérault (10.2.44)
- Pillage du magasin de la police Nationale à Montpellier (23.1.44)
- Enlèvement de 4 fonctionnaires de la P.N et du Commandant du Groupement de T.E à Clermont-l'Hérault (19.1.44)
- Pillage des magasins du 8° GTE et vol d'une voiture à Clermont-l'Hérault (8.1.44)
- Vol d'essence et de denrées alimentaires chez M. Ayot, grossiste à Clermont-l'Hérault (28.12.43)
- Vol de vêtements militaires à la Fabrique Garette Clermont-l'Hérault (24.2.44)
- Enlèvement des Gendarmes d'Aniane (7.4.44)
- Vol de denrées alimentaires au Restaurant La Croix de Cartels, commune du Bosc (19.4.44)
- Attaque de la Gendarmerie de Paulhan et vol d'essence (10.5. 44)
- Vol d'essence chez M. Fages, route de Toulouse à Montpellier (22.5.44)
- Vol de caisses d'accumulateurs sur la R.N.9 à côté d'Aspiran (16.5.44)
- Pillage des magasins de la Maison d'Éducation Surveillée d'Aniane et libération d'un pupille détenu pour activité communiste (28.5.44)
- Vol de denrées alimentaires chez M. Verdier, grossiste à Clermont-l'Hérault (8.6.44)
- Vol d'essence à St Paul et Valmalle<sup>3</sup> (22.6.44).

1. Bouzid\* Mohamed dit « Robert », instituteur proche de Demarne, de filiation socialiste SFIO. Déporté en Allemagne. Le policier l'appelle « Paul », alors qu'il était communément désigné par le prénom de « Robert » [N. D. L. R.]

2. René Bony\* alias « Roger », instituteur, socialiste SFIO, proche de Paul Demarne dans la clandestinité. Comme on le voit, Demarne avait un réseau de fidèles amis militants de gauche (N. D. L. R.)

3. Saint-Paul-et-Valmalle, commune de l'Hérault (N. de la R.).

\*\*\*

Les recherches faites pour déterminer exactement les emplacements occupés par cette bande sont des plus difficiles car si Clermont-l'Hérault constitue certainement le P.C. de l'Organisation, les membres actifs vont et viennent et ne paraissent pas occuper des points fixes.

Cette difficulté est matérialisée par l'insuccès qui a sanctionné jusqu'à présent les interventions faites par les Allemands qui disposent pourtant d'effectifs nombreux et bien armés.

Ces temps derniers, en effet, ils ont cerné Clermont-l'Hérault et ont arrêté quelques personnes parmi lesquelles Bouzid déjà signalé.

Deux d'entre elles ont été déjà relâchées, il s'agit des nommés Bessieu et Gauzy.

Les Allemands bénéficiaient pourtant d'un apport d'information réel puisque l'un de leurs indicateurs avait passé 1 mois et demi dans la région. Ils n'ont fait pourtant aucune opération aux alentours de Clermont.

Le « maquisard » qui a été tué par eux n'était en fait qu'un travailleur espagnol occupé dans la vigne.

Quelques temps avant, une escarmouche les avait mis aux prises avec ce maquis, le 12 mai vers 15 h au N.O de Nîmes et les maquisards avaient eu un mort et deux blessés, l'affaire en resta là.

Une opération massive faite il y a un mois et demi à Cabrières n'avait même donné aucun résultat.

\*\*\*

Devant cette impuissance, tout au moins apparente, on ne peut attendre une aide efficace de la part de la Municipalité, de la Police et de la Gendarmerie de l'endroit.

Leurs effectifs sont numériquement très faibles, leur armement est insuffisant et elles doivent compter sur l'indifférence et même l'hostilité de la population pour qui le maquis est une organisation de patriotes, incapables de faire du mal.

Pour un service d'information, le concours de ces deux services fait complètement défaut.

Ce qui est malgré tout navrant, c'est que certains fonctionnaires en faisant partie ne se contentent pas de se tenir dans une stricte réserve déjà blâmable, mais font cause commune avec les hors la loi.

Dans ce domaine, on peut citer les Secrétaires de Mairie. Il suffit, en effet, de se présenter à la Mairie de la part du « Capitaine » pour se faire remettre aussitôt les feuilles d'alimentation.

Un jeune homme recruté récemment a reçu les titres mensuels en présentant simplement sa carte et sans même ouvrir la bouche. Or il ne se trouvait à Clermont-l'Hérault que depuis 2 jours.

En ce qui concerne ce cas particulier, on peut signaler que c'est le plus jeune des Secrétaires qui a remis les feuilles.

Devant une telle libéralité, on peut se demander comment la Municipalité elle-même peut ignorer le fait.

\*\*\*

Sur le plan géographique ce qu'on appelle communément « maquis de Clermont-l'Hérault » peut se situer en général dans le triangle Clermont-l'Hérault – Pézenas – Roujan.

À l'intérieur de cette étendue boisée et d'accès assez difficile, quelques communes et leurs abords se sont fait une réputation due au passage ou au stationnement temporaire des maquisards.

On doit citer à ce sujet : Cabrières, Nizas, Fontès, Villeneuve, Mourèze.

Dans ce domaine, aucune précision ne peut être apportée car les bandes vont et viennent, circulent librement sur les routes.

À titre d'exemple on peut signaler que les 65 hommes et leur Chef<sup>1</sup> tués par les Allemands, il y a plus d'un mois aux environs de La Parade\* (Lozère), à l'ouest des Cévennes, faisaient partie du maquis de Clermont-l'Hérault.

Cette affaire avait porté un coup sensible à cette organisation et il ne semble pas que ses effectifs soient actuellement bien élevés.

Depuis le passage des Allemands à Clermont-l'Hérault, on les voit moins et ils paraissent plus discrets.

L'information recueillie précédemment suivant laquelle Demarne et ses hommes recherchaient de l'essence, vient d'être confirmée par le pillage du garage de St Paul et Valmalle au cours duquel 1.100 litres de carburant ont été emportés.

Aussitôt après le débarquement anglo-américain, on a signalé dans différentes régions du territoire d'importants rassemblements de Résistants mais rien de semblable ne paraît avoir eu lieu dans le secteur de Clermont-l'Hérault.

Au contraire, on peut penser que les membres les plus aguerris de la bande sont partis dans les montagnes de l'Aveyron ou de la Lozère pour renforcer les effectifs déjà en place.

\*\*\*

En conclusion, il n'apparaît nullement qu'on puisse craindre pour l'instant une action réellement dangereuse de la part du maquis de Clermont-l'Hérault.

Demarne et ses hommes sont certes fort capables de se livrer à des vols d'essence, de véhicules, de tabac, etc. . . mais la vie facile qu'ils mènent et les trop nombreux contacts qu'ils ont avec les populations de l'endroit en font des adversaires moins redoutables certainement que ceux qui sont depuis des mois confinés dans les bois et les montagnes de certaines régions de France.

Ils sont assez populaires dans le pays et tiennent à leur popularité, comme en témoigne le fait suivant : le 24 mai, un gros camion automobile a été volé à Clermont-l'Hérault au préjudice du G.A.B.H. (Groupement d'Achat des Boulangers de l'Hérault). Ces jours derniers, par suite de la crise des transports, l'absence de ce camion s'est faite durement sentir. Le maquis a été sondé et le camion a été comme par hasard retrouvé sur la route à quelques kilomètres de Clermont-l'Hérault.

\*\*\*

Lorsque l'on considère le peu de réussite qui a couronné les différentes opérations opérées dans cette région par les Allemands, on ne peut manquer de conclure que de sérieuses difficultés se présenteront le jour où les autorités françaises envisageront d'opérer elles-mêmes.

Sans être à proprement parler insaisissable, Demarne va et vient dans la région et ses hommes font de même.

À Clermont-l'Hérault seulement, il conviendra d'opérer simultanément des descentes dans plusieurs établissements, notamment au Café du Bon Coin, Chez Niquette, et même dans les trois débits que les Allemands ont endommagés récemment et dont ils ont arrêté les propriétaires, les nommés Christol, Delsol et Casset.

Les adresses de certains des individus signalés plus haut ne sont pas ou sont mal connues et il est difficile de pousser trop loin les investigations dans ce domaine. D'autres n'habitent pas Clermont.

---

1. Jean Capel\* [N. D. L. R.].

Il importera enfin de contrôler efficacement les issues de la ville et d'avoir, prête à intervenir, en cas de réaction, une réserve importante.

Je n'insiste pas sur la discrétion qui s'impose chez ceux qui seront menés à participer à l'opération.

#### **PJ 1. Note de renseignements du 1<sup>er</sup> juillet 1944 :**

D'après des renseignements recueillis dans les communes des alentours de Clermont-l'Hérault, le prestige dont Demarne jouissait dans cette dernière localité, est fortement ébranlé à la suite des arrestations opérées dans cette ville par les autorités allemandes. On signale qu'il a été mis à la porte d'un café où il se rendait habituellement par le propriétaire de l'établissement dont le fils a été arrêté par les Allemands, mais d'ailleurs relâché. A une personne qui l'a salué et invité à boire un verre, il aurait répondu : « Tu es la seule personne de Clermont l'Hérault qui depuis 8 jours, m'a serré la main et m'a invité à boire un coup ». Très vexé de la nouvelle attitude des Clermontois, il aurait prononcé des paroles de vengeance contre ceux qui « entendront bientôt parler de lui ». Les gens le soupçonnent de plus en plus de jouer au double jeu. Dans la région il aurait des domiciles de refuge en particulier à Gignac (on ne sait pas encore chez qui).

#### **PJ 2. Note de renseignements du 5 août 1944 :**

On apprend que le « Capitaine » Demarne, chef du maquis de Clermont-l'Hérault et des environs a été tué dans la nuit du 3 au 4 août sur le territoire de la commune de Gignac. Motif supposé : il circulait sur la route en motocyclette à 23 h 30, a rencontré une patrouille allemande qui l'a sommé de s'arrêter et il n'a pas cru devoir obtempérer à cet ordre.

#### **II – « Maquis » de Ganges :**

Les Cévennes avec le Mont Aigoual et les montagnes du Gard qui, partant de ce dernier massif, s'échelonnent en pentes boisées jusque dans le nord du département de l'Hérault, ont été depuis longtemps un lieu de refuge idéal pour les réfractaires et les maquisards.

Le terrain se prête admirablement au camouflage et, circonstance favorable, cette région est habitée par une population en grande majorité protestante, c'est-à-dire peu favorable au régime actuel et à la collaboration avec l'Allemagne.

Il est malaisé et même impossible d'étudier isolément le ou les maquis de la région de Ganges, car, en fait, ils ne constituent qu'une faible partie des bandes établies dans le sud de la Lozère et dans l'ouest du Gard.

La région névralgique à cet égard doit s'étendre à peu près au sud de la ligne Florac, Pont de Montvert, Genolhac jusqu'à celle allant au Vigan, à St Hippolyte du Fort par Ganges.

\*\*\*

Jusqu'à ces temps derniers, aucun acte délictueux n'était venu troubler le calme apparent de la région de Ganges.

On avait l'impression que cette partie du département servait de lieu de refuge à des hors la loi, mais aucun fait n'était venu matérialiser cette affirmation.

Tout récemment, par contre, et à quelques jours d'intervalle quatre militaires de la Brigade de Gendarmerie de Claret étaient enlevés, puis libérés et la Mairie de Ganges était délestée de ses titres d'alimentation (rapports du 22 et du 21 juin 1944).

Sur ces entrefaites, le Service était informé de la présence dans cette région d'un maquis (Notes du 20 et du 26 juin 1944) et obtenait peu après les précisions suivantes : trois groupes de maquisards existent actuellement dans cette région :

- I - Région de St Hippolyte du Fort. Le P.C. des Réfractaires se tient à 7 kilomètres environ de cette commune, aux environs du Château de Granies-Fressac et Durfort. Ce groupe comprend 70 hommes environ placés sous le commandement d'un officier. Les hommes sont souvent aperçus dans les communes de Mandiargues-Monoblet et les Montezes.
- II - Région de Ganges. L'emplacement du P.C. et les effectifs de ce groupe n'ont pu être connus. Ils vont et viennent dans les communes de Cazilhac-Haut Benavant – Laroque – Moulès-et-Baucels et même Ganges. Le Directeur de la Société de Carbonisation de cette ville joue un rôle important dans cette organisation et s'occupe notamment de l'établissement et de la falsification des cartes d'identité et d'alimentation des maquisards. Les cinquante ouvriers qui seraient employés à son service seraient tous ou presque en possession de fausses pièces d'identité.
- III - Région de Brissac. L'effectif du groupe de cette région est d'une trentaine d'hommes, cantonnés vers le château de Gorniers. Le recrutement serait fait par un juif travaillant dans un garage de la commune de Brissac et par un nommé Palloc, employé au même garage, qui ne serait autre que le frère de l'ex-rédacteur de L'Éclair, membre de la Résistance, qui a pris la fuite de Montpellier il y a plusieurs mois avant d'être arrêté par les Allemands. Tous ces individus seraient dotés de mitraillettes de marque anglaise. On a appris également que le nommé Tricou, propriétaire de l'entreprise de transports en commun St Jean de Buèges à Montpellier, demeurant à St Jean de Buèges (Hérault) serait chargé du ravitaillement des réfractaires des maquis de la région de Brissac-Ganges.

On peut signaler que les troupes allemandes informées de ces présences suspectes ont procédé à des opérations du côté de St Hippolyte du Fort et de Lasalle, mais sans grand résultat, semble-t-il.

La Milice Française de son côté n'est pas restée inactive et a procédé le 22 juin à Ganges à l'arrestation de sept personnes, les nommées :

- 1° Bertrand Jules, pharmacien
- 2° Auzilhon Fernand, bonnetier
- 3° Emery aimé, gérant de Société
- 4° Paindavoine Robert, industriel
- 5° Gavanon Marcel, industriel
- 6° Martin Jacques, comptable
- 7° Bertrand Yvon, mécanicien.

Ces individus sont compromis dans une affaire d'aide au maquis et constitution d'un « Comité de Résistance ». Parmi eux Martin et Bertrand étaient connus du Service. Deux autres ont réussi à prendre la fuite au moment de leur arrestation. Ce sont :

Fabrègues Ernest, secrétaire de la Mairie de Ganges

Laborie René, chirurgien-dentiste au Vigan (Gard), dont l'activité avait déjà été percée à jour par le Service des Renseignements Généraux de Nîmes.

Comme cela a été indiqué pour Clermont-l'Hérault une opération de Police dans cette région devra, si l'on veut obtenir des résultats concrets, être conduite par des effectifs nombreux et bien armés.

\*  
\* \*

---

## LECTURES CHOISIES

---

**MARC CÉSAR, LAURE GODINEAU (DIR.), *La Commune de 1871 : une relecture*, GRÂNE/IVRY, CRÉAPHIS ÉDITIONS, 2019, 591 PAGES**

Le colloque international de Narbonne de 2011, *Regards sur la Commune de 1871 en France : nouvelles approches et perspectives*, n'avait pas encore donné lieu à une publication. C'est chose faite. Les éditions Créaphis viennent de publier un livre permettant d'accéder à la plupart des communications qui avaient alors donné lieu à de riches débats ouvrant à la voie à des nouvelles pistes de recherches, tout en élargissant les perspectives à la fois temporelles et spatiales. Cette publication va au-delà de celle de simples actes du colloque de 2011. Le plan retenu ne correspond pas à l'ordre des communications du colloque; la progression adoptée regroupe les articles, actualisés, selon un ordre différent qui fait de cette publication un livre original, ouvert par une introduction développant une perspective propre, et complété par une bibliographie de référence actualisée. Signalons aussi que le livre a pu voir le jour grâce, en particulier, à la collaboration et au soutien actif d'institutions comme la Commission archéologique et littéraire de Narbonne de l'Institut d'histoire sociale CGT de l'Aude.

Ce livre est co-dirigé par Marc César et Laure Godineau. Marc César manifesta très tôt son intérêt pour la Commune. Son mémoire de maîtrise soutenu en 1995 et dirigé par Jean Sagnes\* fut publié en 1996 par les Presses universitaires de Perpignan<sup>1</sup>. Ce fut le premier ouvrage qui traita réellement et de façon détaillée l'histoire de l'une de ces Communes « provinciales ». Il enseigne depuis l'histoire contemporaine à l'université Paris-XIII. Laure Godineau, elle aussi professeur à Paris-XIII, est l'auteure d'un livre récent, *La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue*, Paris, Parigramme, 2010). Auteure d'une thèse sur le retour des communards après l'amnistie, elle est, de ce fait, la meilleure spécialiste du retour de communards à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) en 1879.

L'ouvrage s'articule en quatre parties : « Une vision élargie : l'espace et le temps », divisée entre en sous-parties abordant ces deux aspects (c'est celle qui nous intéresse le plus, de notre point de vue « régional ». Nous y reviendrons); « Paris » (« Une ville en Révolution »; « Au plus près »; « Parcours »); « Postérités » (avec une contribution « régionale »); « Écrire l'histoire ou commémorer ». Les contributions sont rédigées par 38 auteurs, français ou étrangers, des universitaires<sup>2</sup> comme Iain Chadwick (Oxford), Carolyn Eichner (université du Wisconsin), John Merriman<sup>3</sup> (Yale, États-Unis), Daniel Mollenhauer (Munich), Barak Onaran (Istanbul), Gonzalo Sánchez Jr. (Julliard Scholl, New York), Robert Tombs (Cambridge), Deborah Xuereb (Toronto). Cette liste montre que, si au début du XXI<sup>e</sup> siècle le renouveau d'intérêt pour la Commune est surtout venu des pays d'expression anglaise — Royaume-Uni et États-Unis, Canada, dans une moindre mesure —, il a su atteindre des horizons insoupçonnés comme la Turquie. Ont été mobilisés les meilleurs connaisseurs français de la Commune (Jacques Rougerie, Claude Latta) ou du XIX<sup>e</sup> siècle (Michèle Riot-Sarcey, Philippe Darriulat) auxquels ont fait suite nombre de jeunes chercheurs. Grâce à eux, les champs d'appréhension du phénomène

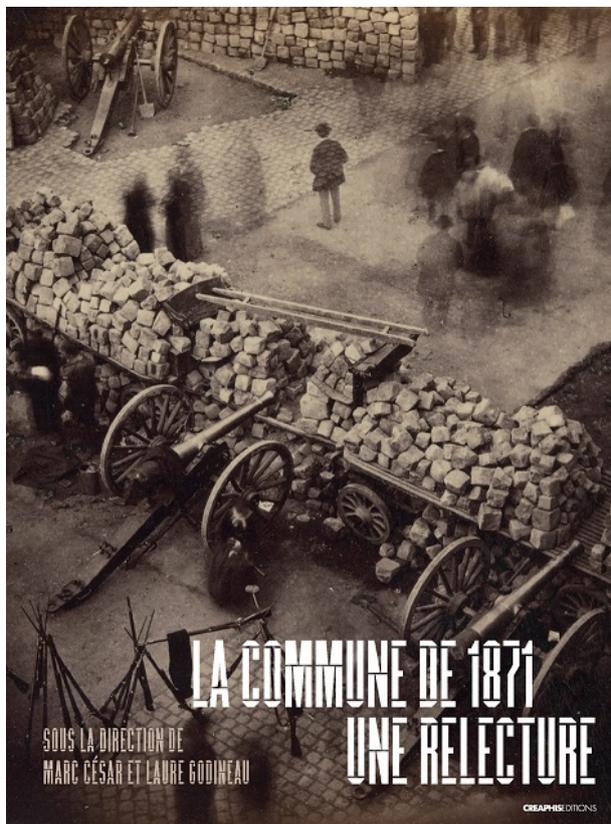
---

1. Marc César, *La Commune de Narbonne (mars 1871)*, Perpignan, PUP, 1996, 305 pages. Toutefois, en ce qui concerne la Commune de Marseille, Antoine Olivesi\* avait apporté de solides connaissances dès 1950 (*La Commune de 1971 à Marseille et ses origines*, Paris, Marcel Rivière, 1950; réédition, Marseille, Jeanne Lafitte, 2001). Pour sa part, Jeanne Gaillard\* a publié à l'occasion du centenaire de la Commune un ouvrage de synthèse pionnier, riche d'informations nouvelles (*Commune de Paris, communes de province*, Paris, Flammarion, 1971).

2. Certains — Iain Chadwick, Deborah Xuereb — ont soutenu une thèse, mais n'ont pas poursuivi une carrière dans l'enseignement supérieur. Les universités citées sont, dans ce cas, celle où la thèse a été soutenue et non celle où ils exercent ou ont exercé.

3. Auteur de *Aux marges de la ville faubourgs et banlieues en France 1815-1870*, Paris, Le Seuil, 1994, 402 pages, où nous remarquons plus précisément les chapitres consacrés respectivement à Perpignan (« Quartier blanc, quartier rouge : marginalité culturelle et politisation populaire à Perpignan », p. 143-194 [aborde plus précisément la période 1815-1852]) et à Nîmes « Catholiques contre protestants : les turbulents faubourgs de Nîmes », p. 195-222 [aborde la même période que le précédent]).

communaliste ont pu s'extraire du politique, social et économique dans lequel il était trop longtemps confiné pour aborder des problématiques plus en phase avec de nouveaux questionnements : histoire culturelle ou des enjeux spatiaux, entre autres. L'histoire des idées devait aussi renouveler ses approches de la Commune. Il était, par exemple, nécessaire de revisiter des concepts qui s'étaient imposés durant les épisodes révolutionnaires de 1848 et de 1851 (résistance au coup d'État du 2 décembre) et qui ressurgirent avec force en 1871 : c'est ce à quoi se sont attelés Michèle Riot-Sarcey et Jacques Rougerie dans la contribution <sup>1</sup> qui ouvre l'ouvrage lorsqu'ils s'interrogent sur la lecture que les Communards firent de concepts comme « Souveraineté » (Riot-Sarcey), « Commune » (Rougerie).



Des trente-huit contributions, sept concernent le Midi au sens large, dont cinq l'ancienne région Languedoc-Roussillon, une l'Aveyron, une autre, enfin, Bordeaux. Elles sont réparties dans les quatre chapitres de l'ouvrage. Nous les évoquerons successivement car elles intéressent au premier chef les lecteurs du *Midi Rouge*.

Dans le premier chapitre (« Une vision élargie : l'espace et le temps », 2<sup>e</sup> aspect, « Dimension nationale du mouvement communaliste ») Jérôme Quaretti qui fut avec Gibert Larguier le co-organisateur du colloque de Perpignan en 1996 <sup>2</sup> raconte (p. 97-114) ce que fut « L'année terrible à Perpignan et dans les campagnes du Roussillon (4 septembre 1870-4 septembre 1871) ». Perpignan et ses quartiers populaires, Saint-Jacques et Saint-Mathieu, qui « se comportent encore comme de gros villages » était à l'image de la plaine du Roussillon où s'opposaient, parfois avec violence, Rouges et Blancs, les premiers s'identifiant aux démocrates-socialistes de la Deuxième République. Ce clivage politique s'accrut après la chute du Second Empire, dans une conjoncture marquée par la poursuite de la guerre (jusqu'en février) et des difficultés économiques qui frappèrent les classes populaires rurales. L'agitation politique

reprit, s'exacerbant même à Palalda, une commune de moyenne montagne du Vallespir. L'auteur va jusqu'à qualifier de « volcan catalan » la majorité de ces villages où les revendications de Rouges atteignirent, parfois des sommets, comme à Pia, en Salanque, près de Perpignan, où une guerre de drapeaux fit un mort parmi les Blancs du cru. Dans le Ribéral, où les Rouges étaient majoritaires, l'agitation politique, avec des poussées d'anticléricalisme, se prolongea pendant des semaines. À Corneilla, le drapeau rouge fut hissé sur l'arbre de la Liberté dans la nuit du 3 au 4 avril. Les 6 et 7 avril, les gendarmes venus en force, ainsi qu'un détachement de cuirassiers (cavalerie lourde) mirent un terme à ce que Jérôme Quaretti n'hésite pas à présenter comme une « commune rurale ». Finalement Perpignan s'embrasa à son tour lorsque eut lieu une tentative avortée de proclamation de la Commune. Dans le chef-lieu des Pyrénées-Orientales, place forte de la frontière, dotée d'une importante garnison, cette tentative fut, à la différence de Narbonne, vite étouffée dans l'œuf. Après 1871, jusqu'à l'amnistie des communards en 1879, le pouvoir de l'Ordre moral n'a pas réussi à briser les espoirs des Rouges qui s'exprimèrent dans les urnes, et dans les fêtes villageoises où ils instrumentalisèrent à des fins d'expression politique les festivités populaires issues de la tradition folklorique (au sens non péjoratif du mot).

1. « De la révolution de 1848 à la Commune de Paris », p. 21-31 : « De la souveraineté » (Michèle Riot-Sarcey, p. 21-26), « Sur le mot "Commune", 1848-1871 », p. 26-31.

2. Gilbert Larguier, Jérôme Quaretti (dir.), *La Commune de 1871, utopie ou modernité?*, Perpignan, PUP, 2000.

Toujours dans le même chapitre, Jacques Frayssenge, conservateur du Patrimoine, chercheur associé de l'université Montpellier-III-Paul-Valéry, spécialiste des structures sociales et religieuses du Rouergue à la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ne pouvait que présenter une contribution sur son département de prédilection : « L'Aveyron, les Aveyronnais face à la Commune : opposants opiniâtres et acteurs engagés » (p. 135-150). Jusqu'en 1870 ce département conservateur, massivement catholique à l'exception de des petites minorités protestantes du Sud (Millau et le Rougier de Camarès) et de l'Ouest (le Villefranchois) n'a jamais défrayé l'historiographie de la Commune, à l'exception, il est vrai, du procès de la Commune de Narbonne aux assises de Rodez en novembre 1871. Mais Jacques Frayssenge nous présente un panorama rouergat bien plus nuancé. Sous l'Empire libéral, l'Aveyron avait vu se développer des foyers d'agitation sociale : le mouvement ouvrier commençait à s'organiser — timidement, certes — dans le bassin houiller de Decazeville et dans la peausserie millavoise. Une émeute ouvrière eut lieu à Millau en janvier 1869 et la fusillade d'Aubin (bassin houiller) laissait de vifs souvenirs en 1871. Par ailleurs, d'anciens quarante-huitards rejoints par des jeunes réorganisaient l'opposition républicaine qui obtint quelques succès aux municipales de 1869. Le républicanisme se structura rapidement après le 4 septembre 1870 autour d'organes de presse (*Le Courrier républicain*, modéré, et *Le Républicain du Rouergue* plus avancé). Pendant la Commune de Paris, ils consacrèrent quelques pages favorables au mouvement communaliste, mais bientôt ils prirent leurs distances avec lui. Après la défaite de la Commune, ils finirent par emboîter le pas aux conservateurs catholiques. Tout au plus, certains républicains plus « avancés », tel Edmond Gignan, nuançaient leur propos, dissociant dans le communalisme les partisans de « la communauté des biens » de ceux d'entre eux favorables à une « autonomie communale » qu'ils appelaient de leurs vœux. Pendant la Commune de Paris, l'Aveyron connut parfois des mouvements d'agitation. Le 20 avril 1871, Louis Bonnafé, de Villecomtal (au nord de Rodez) fut arrêté car on lui reprochait de faire l'apologie de la Commune et de propager des idées « communistes ». À Millau, le 15 avril, il y eut des rumeurs de proclamation de la Commune dans la ville avec l'aide de citoyens de Saint-Affrique et de d'autres villes (lesquelles?). On nota aussi l'apparition d'un foyer d'agitation ouvrière sur le chantier de la ligne de chemin de fer à Montpaon. Mais il s'agissait là d'ouvriers « étrangers » qui cessèrent leur mouvement après la défaite de la Commune. Le transfert des accusés de la Commune de Narbonne furent acheminés à Rodez dès le 23 avril. Lors du procès, en novembre il y eut une mobilisation en faveur de l'amnistie des accusés dont la cause toucha nombre de citoyens aveyronnais. Jacques Frayssenge termine son évocation du Rouergue dans ces années charnières par un portrait collectif de quatre-vingt-cinq communalistes aveyronnais recensés qui participèrent activement au mouvement parisien. Certains, ayant appartenu à la Garde nationale, intégrèrent les rangs des fédérés, l'armée de la Commune. Ils faisaient tous partie d'une émigration du département vers la capitale, formant une « diaspora » qui maintenait des liens étroits avec leur département d'origine. Au final, l'auteur nous dresse un tableau du Rouergue éloigné des poncifs traditionnels. Si le conservatisme clérical dominait le département, celui-ci était cependant loin de l'indifférence pour le combat des communalistes. Le rejet massif de la Commune prêté au Rouergue rural fut loin de faire l'unanimité. Le souvenir de la Commune perdura et devint un symbole pour le mouvement socialiste qui commença à se structurer à partir des années 1890.

Dans le deuxième chapitre (« Paris », §3 « Parcours »), Gauthier Langlois, professeur au lycée Jules-Fil à Carcassonne et chercheur du FRAMESPA (université Toulouse-II-Jean-Jaurès) revisite (p. 320-334) le parcours peu banal de Fortuné Henri\*. Le *Maitron*, dans sa version initiale, en avait publié une biographie incomplète non signée (rédigée par Jean Maitron\*), que Gauthier Langlois a reprise et substantiellement complétée<sup>1</sup>. Henri\*, « une personnalité originale, inclassable au plan social », était né à Nîmes dans une famille d'origine cévenole. Le père y était établi comme fourreur. Autodidacte, le jeune Fortuné manifesta très tôt une curiosité pour quantité de thèmes. Il a exercé quantité de métiers intellectuels ou manuels dans lesquels il excella et aurait pu réussir. Il fut journaliste, maroquinier, cordonnier, sculpteur, directeur de mines... Installé d'abord à Paris, il s'établit à Carcassonne en 1859. Dans le Paris de la Monarchie de juillet, il devint proche des socialistes utopistes, de Victor Considérant\* en premier lieu. A-t-il été sur les barricades parisiennes de 1848? À ce propos, Gauthier Langlois utilise

1. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 2<sup>e</sup> partie, 1864-1871. *La Première Internationale et la Commune*, tome 6, Paris, Éditions ouvrières, 1969, p. 314-315.

le conditionnel. Il s'installa à Carcassonne en 1859 où il fonda un hebdomadaire satirique, *Panurge*, qui connut dans l'Aude un beau succès mais qui, jugé trop « subversif » lui valut d'être condamné en appel à Montpellier à trois cents francs d'amende et à trois mois de prison pour outrage et dérision envers la religion catholique (janvier 1862). De retour à Paris, il publia onze numéros d'un nouvel hebdomadaire, *Panurge illustré*, et fut à nouveau condamné (janvier 1863), cette fois pour « obscénité », « outrage à la morale et aux bonnes mœurs », à un mois de prison et cinquante francs d'amende. À Paris, il fonda la Société des équitables avec Louise Michel\* et Victoire Tinayre\*. Il se maria en 1867 avec Rose Caubet\*. Henri\* participa à la Commune de Paris. Le 3 mars 1871, il avait été élu au comité central de la Garde nationale, et le 26 mars il fut élu à la Commune par le X<sup>e</sup> arrondissement. Il fut de ceux qui participèrent à la destruction de la colonne Vendôme. Après la semaine sanglante, il réussit à s'enfuir en Espagne, d'abord à Saragosse puis à Barcelone. Installé dans à Sant Martí de Provençals (commune qui fut rattachée à Barcelone en 1887), il connut la réussite sociale et partit en Andalousie où il serait devenu directeur de mines à Bayarque (province d'Almeria)<sup>1</sup>. Il aurait participé à l'insurrection « cantonaliste » (juillet 1873-janvier 1874) impulsée par les républicains fédéraux radicaux, dont certains étaient proches de l'anarchisme et de l'AIT<sup>2</sup>. En tout cas, ses biens lui furent confisqués, et il vécut ensuite modestement à Barcelone jusqu'à l'amnistie des communards en 1880. Il s'installa alors avec sa famille à Paris où il mourut le 28 mai 1882 d'une congestion cérébrale. Ses deux fils, Émile Henry\* et Jean Charles Fortuné\*, nés en Espagne, furent des militants anarchistes.

Autre communication « méridionale », celle de Marc César, co-directeur de l'ouvrage. Dans le troisième chapitre (« Postérités », §1 « Répression et exil »), il apporte (p. 369-384) un nouveau regard sur le parcours exceptionnel du Languedocien Jules Montels\* (1843-1916) fils d'un percepteur de Gignac (Hérault) où il naquit, doté d'une solide culture d'autodidacte nourrie par ses multiples expériences professionnelles et politiques. « L'expérience du lointain [quoique contrainte par l'exil] et la facilité de se mouvoir dans des cadres géographiques élargis sont aussi une dimension qui le [Montels\*] caractérise, même si elle n'est pas exceptionnelle en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle ». Montels\* après avoir servi de 1862 à 1868 chez les zouaves (il participa à la campagne du Mexique) revint dans l'Hérault à Béziers où il milita dans le mouvement démocratique. Mais de 1869 à 1871, il résida à Paris. Il joua un rôle non négligeable dans la Commune de Paris. Il fut délégué par celle-ci à Béziers et échoua à soulever la ville afin de la rallier au mouvement communaliste. Il participa ensuite à la Commune de Narbonne d'où, après son échec, il parvint à s'enfuir et à regagner Paris où, avec le grade de colonel, il prit le commandement de la 2<sup>e</sup> légion fédérée. Après la Semaine sanglante, il se cacha et arriva en Suisse à Genève, où il milita désormais dans la Fédération jurassienne de l'AIT (Association internationale des travailleurs). Rallié aux théories bakouninistes, il adhéra pleinement à l'anarchisme et occupa des fonctions dirigeantes au sein de la Fédération jurassienne. À l'automne 1877, il était à Moscou. Il réussit à se faire embaucher, sous le nom Jules Nief, par Léon Tolstoï comme précepteur de ses fils. Son séjour dans la propriété de l'écrivain, à Iasnaïa Poliana entrecoupé par quelques voyages dans les immenses espaces russes est éclairé par l'exhumation par Marc César, du manuscrit, en grande partie inédit, de Montels\* consacré à ce qu'il décrivit comme « les trois années les plus calmes de son existence ». Il est évident que Montels\* fut fasciné par un homme qu'il côtoyait en permanence dans sa vie quotidienne. Il se souvenait plus particulièrement des visites d'Ivan Tourgueniev à Iasnaïa Poliana et des discussions entre les deux hommes. Les échos des attentats révolutionnaires — dont un contre le tsar Alexandre II en février 1880, avant celui qui lui fut fatal en février 1881 — que connut la Russie à partir de 1879 parvinrent jusqu'à la résidence de Tolstoï. Le sort des nihilistes et autres *narodniki* et les réactions négatives de la population à leur égard questionnèrent Montels\*. Mais, comme il le nota, Tolstoï, à la différence de la plupart des Russes, ne fut guère troublé. Après l'amnistie des communards, Montels\* s'empressa de quitter la Russie. Il revint dans l'Hérault, d'abord à Montpellier, puis à Béziers où il

1. La mine d'étain de Bayarque était exploitée précisément par une société fondée à Barcelone en 1858, la *Primera catalana* (Gérard Chaſtagnaret, *L'Espagne puissance minière dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*, Madrid, Casa de Velazquez, 2000, 1176 pages [p. 256, note]).

2. Gauthier Langlois ne développe pas cet épisode, sans doute par manque de sources. Il n'en parle pas du tout dans sa notice du *Maitron*. Les courants politiques les plus radicaux qui se développèrent sous la Première République professaient des idées proches de celles de la Commune de Paris.

s'attela à la réhabilitation (il écrivit pour cela un petit livre<sup>1</sup>) d'Abel Cadelard, un quarante-huitard héraultais exécuté après le coup d'État du 2 décembre 1851. En 1882, Jules Montels\* partit s'installer en Tunisie où il exerça divers métiers. La biographie du *Maitron* s'attarde sur ce séjour qui se prolongea jusqu'à sa mort (1916). Pour sa part, Marc César insiste sur le fait que, après avoir adhéré au parti socialiste unifié en 1906, il rompit avec lui dès 1912, renouant avec ses convictions anarchistes. Ce qui ne l'empêcha pas d'adhérer à l'union sacrée pendant la Première Guerre mondiale. Montels\* avait épousé Lucie Gachet (1849-1900), préceptrice des filles de Tolstoï à Iasnaïa Poliana.

Rémy Pech, professeur émérite de l'université Toulouse-II-Jean-Jaurès, aborde toujours dans le troisième chapitre (§2 « Influences et héritages »), une problématique mémorielle narbonnaise : « La mémoire de la Commune et les socialistes narbonnais : un soleil trompeur » (p. 415-528). Pour l'auteur, « une ferveur ostensible et durable masque peut-être des interprétations diverses de l'événement, voire des dissensions entre héritiers du mouvement », la Commune de Narbonne, « objet difficilement identifiable ». Ses acteurs, porteurs de la mémoire ont pu, dès 1880, après l'amnistie des communards, glorifier un événement auquel ils ont donné eux-mêmes des interprétations souvent en liens avec leur propre évolution. Émile Digeon\*, « leader par défaut » fut trois fois candidat aux législatives dans la circonscription de Narbonne avec les étiquettes successives de radical, socialiste et anarchiste. Comment commémorer de la sorte cette Commune par ailleurs peu sanglante dont les protagonistes furent acquittés lors du procès de Rodez ? L'évolution de Digeon\* le marginalisait et laissait la place à un de ses amis, autre vétéran du mouvement, Paul Narbonne\*, (né en 1847). Ce dernier soutint bientôt les débuts d'Ernest Ferroul\* (1853-1921), socialiste, trop jeune pour avoir participé à la Commune de Narbonne, bientôt, la figure de proue du parti dans le Narbonnais. Mais les divergences qui se manifestèrent entre les deux hommes — Narbonne évoluant vers le radical-socialisme —, Ferroul\* s'appuya sur un autre vétéran de la Commune narbonnaise, Paul Vidal (1837-1930). Ferroul\* adhéra au POF (parti ouvrier français, guesdiste). Mais, dans les années 1905-1910, il prit ses distances avec l'orthodoxie guesdiste, devenant à la faveur du mouvement viticole de 1907, un chantre du régionalisme occitan, frayant avec les catalanistes de l'autre côté de la frontière. Le vétéran Paul Vidal appuya ce régionalisme qui associait la résistance aux croisés du XIII<sup>e</sup> siècle aux épopées méridionales contemporaines qu'étaient la Commune de Narbonne et la révolte viticole de 1907. Le maire socialiste de Coursan, élu en 1919, Yvan Pélissier\* (1890-1929) qui succéda à Ferroul\* au conseil général de l'Aude et fut élu député du département en 1928 reprit le même discours régionaliste. Les communistes, de leur côté emboîtèrent leur pas au discours ferrouliste. Marcel Cachin\* dans un meeting commémoratif de la Commune narbonnaise en 1923, se référa explicitement au passé guesdiste qu'il partageait avec l'ancien maire de Narbonne pourtant resté fidèle à la « vieille maison » en 1920. Léon Blum\*, devenu député de l'Aude en 1929, fut présent aux obsèques de Paul Vidal en 1930. Dans son discours il glorifia Émile Digeon\*, alors bien oublié. Quelque part, une boucle était bouclée. La rituelle commémoration de la Commune de Narbonne se prolongea jusqu'en 1939. Après la Libération, les communards narbonnais furent assimilés aux résistants. La municipalité de Narbonne, socialiste jusqu'en 1971, instaura le 18 mars comme journée chômée et payée pour les employés municipaux. Mais la commémoration connut une « baisse d'intensité » dans les années 1950 et 1960. Dans les années 1970, le renouveau d'un occitanisme désormais politisé, exalta à nouveau la Commune narbonnaise, ne serait-ce que par le biais de la chanson de l'instituteur audois Claude Marti qui exaltait dans un même texte le noir souvenir de la « croisade des Albigeois », Marcellin Albert\*, Ernest Ferroul\*, les « héros » de 1907 et la Commune de Narbonne.

Professeur émérite de l'université Paris-XIII, rédacteur du *Maitron*, responsable plus particulièrement des corpus « enseignants » et Var, Jacques Girault a inscrit sa communication (« Changement d'une problématique : étudier le cas bordelais, 1971-2011 »), p. 507-512) dans le quatrième chapitre (« Écrire l'histoire ou commémorer », §1, « Faire l'histoire de la commune »). Il y revient sur une de ses publications de 1971 (centenaire de la Commune) concernant la réception du mouvement communaliste parisien à Bordeaux<sup>2</sup>. L'approche du cent-cinquantième anniversaire lui offrit l'occasion de revisiter cet

1. Jules Montels\*, *La Justice et l'ordre en 1851, la vie et la mort d'André Abel Cadelard*, Béziers, 1881, 84 pages.

2. Jacques Girault, *La Commune et Bordeaux (1870-1871). Contribution à l'étude du mouvement ouvrier et de l'idéologie républicaine en province au moment de la Commune de Paris*, Paris, Éditions sociales, 1971.

ouvrage et ses conclusions. Il a donc publié un nouveau livre avec une problématique de départ bien modifiée<sup>1</sup>. Dans son livre de 1971, les événements bordelais y étaient envisagés depuis une perspective parisienne. L'objet de l'étude — même si Paul Lafargue\*, gendre de Karl Marx\*, était alors un des adhérents du groupe bordelais de l'AIT (Association internationale des travailleurs, Première internationale) — n'avait guère été défriché et la bibliographie était mince. En revanche, l'ouvrage de 2009 bénéficiait des nouvelles recherches qui, depuis, avaient enrichi la connaissance de l'histoire de la ville.

Après la proclamation de la République le 4 septembre 1870, Bordeaux connut, parmi les grandes villes du pays, une destinée particulière. De fait du prolongement des hostilités, elle devint la capitale provisoire de la France<sup>2</sup>. Cette position singulière influença à coup sûr les événements locaux, ne serait-ce que par les pressions effectuées directement par les représentants du pouvoir sur la municipalité républicaine constituée en septembre 1870. À la fin du second Empire, la situation de l'économie bordelaise était stagnante. L'opposition républicaine à l'Empire fit le choix de la modération. Certes, les démocrates profitèrent de la chute de l'Empire et les milieux populaires mal organisés en tant que tels suivirent le nouveau conseil municipal<sup>3</sup>. Paradoxalement, les idées les plus « avancées » connurent leur essor lorsque le gouvernement, puis l'Assemblée nationale se déplacèrent à Versailles. Représentée au conseil municipal en avril, la section bordelaise de l'AIT demeura peu active alors que les couches populaires manifestaient leur mécontentement. La proclamation de la Commune de Paris, le 18 mars, provoqua des tensions entre les deux ailes du républicanisme bordelais. Leurs dirigeants se rallièrent à la répression versaillaise lors de la Semaine sanglante. Mais tant que dura la Commune parisienne, l'influence de l'Internationale connut une certaine croissance qui s'appuyait sur un mouvement social local caractérisé par sa faiblesse. L'AIT bordelaise s'efforça de mettre en concordance les volets sociaux et politiques des luttes. En août 1871, les élus de l'AIT au conseil municipal firent voter par cette assemblée une motion d'amnistie pour les communards parisiens. Le maire qui s'était rendu à Versailles avec une délégation du conseil municipal, qui demandait en outre la réaffirmation des droits des communes reçut de Thiers une fin de non-recevoir. Il menaça aussi Bordeaux d'une répression sévère dans le cas où l'agitation se poursuivrait. Comme on le voit, à Bordeaux le parti « avancé » privilégia l'intervention politique dans le cadre institutionnel de la république qui était en train de se mettre en place, au lieu d'impulser un mouvement insurrectionnel comme à Paris... ou Narbonne.

La dernière communication régionale du volume traite à nouveau du cas narbonnais. Gilbert Gaudin ancien inspecteur pédagogique régional d'histoire et de géographie de l'académie de Montpellier, doyen de l'inspection générale d'histoire et de géographie, est avant tout un géographe. Mais enraciné à Narbonne, il a publié des ouvrages sur l'histoire narbonnaise et fut un des acteurs de la commémoration en 1971, du centenaire de la Commune de Narbonne. Inspecteur général honoraire, il se devait de donner une communication qui rappela comment Narbonne fit un retour improvisé — dont il fut un acteur — sur un événement déjà passablement mythifié (« Le centenaire de la Commune de Narbonne 1871-1971 », p. 516-525). Elle s'inscrit aussi dans le quatrième chapitre, mais dans sa seconde sous-partie, « Du centenaire de la Commune à nos jours ». Gilbert Gaudin fut amené à présider cette commémoration, ou plutôt « célébration », atypique de la Commune de Narbonne à une date non moins atypique, le 26 mai 1971. À cette date, cet événement qui faisait partie de la geste mythique des « Rouges » de Narbonne était pieusement célébré sans être connu. Les historiens ne l'avaient guère étudié. Tout au plus, 10 pages dans *l'histoire de Narbonne* de Paul Carbonnel (1956) et cinq articles de Jean-Marie Tisseyre, archivististe départemental de l'Aude dans *L'Indépendant* du 24 au 28 mars 1971, peu avant la commémoration improvisée du 26 mai.

---

1. Jacques Girault, *Bordeaux et la Commune 1870-1871, mouvement ouvrier et idéologie républicaine au moment de la Commune de Paris*, Périgueux, Fanlac, 2009.

2. Bordeaux accueillit dès 8 décembre 1870 la délégation du gouvernement de la Défense nationale qui venait de quitter Tours. L'Assemblée nationale élue en février 1871 siégea à Bordeaux à compter du 8 février. Elle y resta jusqu'au 20 mars, deux jours après la proclamation de la Commune à Paris. Le gouvernement présidé par Thiers, par ailleurs chef de l'exécutif, siégea à Bordeaux du 8 février au 10 mars 1871, date où il s'installa à Versailles.

3. son chef de file, Émile Fourcand (1818-1881), maire en septembre 1870, élu le 30 avril 1871, dut compter à partir de cette date avec la présence de quatre conseillers municipaux de l'AIT.

Initialement, il avait été prévu de commémorer le 26 avril le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'accession d'Ernest Ferroul\* aux fonctions de maire de Narbonne et... celle de la continuité remarquable d'une municipalité socialiste. Il n'avait pas été prévu que les élections municipales des 14 et 21 mars 1971 verraient la défaite du lointain successeur de Ferroul\*, Francis Vals\* (1910-1974), élu maire de Narbonne en 1959, réélu en 1965. La commémoration de la victoire de Ferroul\* en 1891 devait coïncider avec une nouvelle réélection de l'édile socialiste et consacrer définitivement son ancrage local. Le PCF avait présenté une liste concurrente. Face à la menace de la liste « apolitique » conduite par Hubert Mouly, socialistes et communistes décidèrent de fusionner leurs listes à la hâte, entre les deux tours. La victoire, à l'arrachée, de Mouly les amena à s'accuser mutuellement de la défaite. Dans le cadre d'une union de la gauche en gestation, les sections socialiste et communiste narbonnaises se ressaisirent et décidèrent de transformer la célébration de la victoire de Ferroul\*, qui n'avait plus de raison d'être, en une réunion commune où l'on rendrait hommage à la Commune de Narbonne. Ainsi fut décidée la réunion pour cette célébration qui eut lieu au cinéma, aujourd'hui disparu, le Kursaal. D'un point de vue historiographique, c'était un défi. PCF et PS désignèrent un orateur, Gilbert Gaudin devait présider la réunion et diriger les débats. Pour les socialistes, ce fut la propre fille de Francis Vals\*, une jeune agrégée d'histoire, Annie Genzling, qui fut désignée pour défendre le point de vue de son parti. Les communistes firent venir Georges Cogniot\* (1901-1978) en personne, agrégé de lettres, mais homme d'appareil depuis plus de trente ans, qui présidait depuis 1964 aux destinées de l'Institut Maurice-Thorez. Cinquante ans plus tard, Gaudin a dressé, à la fin de sa communication, un tableau des valeurs de la Commune réparties en quatre rubriques, telles qu'elles furent envisagées par les deux orateurs (« Défense de la République », « Héritage historique », « Modèle de démocratie », « Première prise de pouvoir par le prolétariat »). Gaudin remarque que le PCF exploita plutôt la quatrième, alors que le PS privilégia les trois premières. Mais il rajoute que « si les deux courants se juxtaposent, ils se recouvrent en grande partie ». Le peu de connaissances sur la Commune de Narbonne amena les orateurs à se référer au gros volume de Jean Bruhat\*, Jean Dautry\* et Émile Tersen\* opportunément réédité en 1970<sup>1</sup> où peu de choses étaient dites sur le mouvement narbonnais. À leur suite, Cogniot\* évoqua, à propos de Narbonne, une « France provinciale encore très paysanne ». Annie Genzling, voulant, elle aussi, se conformer aux canons de l'analyse marxiste, évoqua la présence, dans sa ville, d'« une bourgeoisie et [d']une véritable classe ouvrière ». Mais tout ceci demeurait bien vague puisque les connaissances approfondies préalables n'avaient pas encore fait l'objet de recherches. En bref, cette « célébration » en apprend davantage sur les avatars de la politique narbonnaise sous l'ère pompidolienne que sur la Commune de 1871 en terre languedocienne.

Nous laisserons le lecteur découvrir le reste du riche contenu de ce volume qui marque une étape dans l'approfondissement de la connaissance du mouvement communaliste. Sa présentation agréable et soignée comporte une riche iconographie. De nombreuses photographies (cinq cent soixante-huit au total), toujours judicieusement choisies, illustrent les textes et, à la fin du volume, vingt-et-une figures hors-texte, en couleurs, privilégient les dessins, notamment satiriques, les photographies originales et les affiches. Un tableau de Manet\* (*L'Évasion de Rochefort*) clôt la série. C'est à Robert Tombs qu'a échu la tâche de conclure. « Les contributeurs de ce volume ont essayé de suivre ce chemin vers une compréhension plus nuancée, plus solidement fondée sur les recherches, je dirais même plus humaine de la Commune ». Pour ne retenir que ce dernier aspect, familier aux rédacteurs et aux lecteurs assidus du *Maitron* convaincus par la pertinence de l'approche prosopographique, le lecteur aura pu découvrir la diversité des parcours des acteurs de la Commune. Des « glorieux » nous dit Tombs, mais aussi des « minables », des « bizarres », des « picaresques »... Mais ils forment « une diversité de gens arrivant de toutes directions » qui se rencontrèrent « au carrefour de la Commune : un moment unique, imprévisible, jamais répété ».

**André BALENT**

---

1. Jean Bruhat, Jean Dautry et Émile Tersen, *La Commune de 1871*, Paris, Éditions sociales, 1960, 463 pages; réédition, 1970.

---

## BIOGRAPHIES

---

### BOURDERON ROGER [BOURDERON HENRI, Roger]

Né le 31 août 1929 au Boucau (Pyrénées-Atlantiques), mort le 6 novembre 2019 à Paris (XI<sup>e</sup> arr.); professeur, universitaire; militant syndicaliste du SNES, de la FEN et du SNESup, secrétaire administratif (1974-1979); conseiller municipal communiste de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) de 1983 à 1995.

Fils d'un ouvrier monteur en chauffage et d'une bonne à tout faire, sympathisants communistes, Roger Bourderon passa sa jeunesse à Paris (XIV<sup>e</sup> arr.). Il fit néanmoins son année scolaire 1939-1940 à Tarnos (Landes) avant de revenir dans son école de la rue Asseline. Élève du cours complémentaire de la rue Didot, puis du collège Jean-Baptiste-Say, il fut reçu à l'École normale d'instituteurs de la Seine (1945-1948) dont la scolarité se déroulait au collège Chaptal. Après avoir obtenu le baccalauréat « philosophie », il prépara à Chaptal l'École normale supérieure de Saint-Cloud où il fut admis en 1950 en section lettres (histoire-géographie). Il fut reçu à l'agrégation d'histoire (1955).



Roger Bourderon

Nommé professeur au lycée du Mans (Sarthe), Bourderon commença son service militaire au Service des essences (septembre 1956). Après avoir été désigné pour suivre les cours des EOR à Tours, quatre mois plus tard, il fut remis, comme deuxième classe, à la disposition de son service d'origine au fort de Noisy-le-Sec, puis à Chalon-sur-Saône, avant d'être envoyé en novembre 1957 près de Blida en Algérie où il resta jusqu'à sa démobilisation en novembre 1958. Il épousa, en décembre 1956 à Paris (XIV<sup>e</sup> arr.), Denise Lainé, professeur de lettres classiques, membre de la tendance « Unité et Action » du Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES).

Professeur aux lycées d'Alès (Gard) de 1958 à 1960, puis de Nîmes (Gard), Bourderon devint assistant (1964) à la faculté des lettres et sciences humaines et maître-assistant (1970) d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Maître-assistant (1979) puis maître de conférences (1985) à l'université de Paris-VIII-Vincennes puis Saint-Denis (1980), il prit sa retraite en 1989.

Roger Bourderon, en février 1986, fut délégué pendant six mois pour diriger la Bibliothèque marxiste de Paris qui venait de s'installer rue Barrault (XIII<sup>e</sup> arrondissement). Il fut mis à la disposition du conseil général de la Seine-Saint-Denis pour deux années à partir d'octobre 1987 pour assurer la vice-présidence du comité « Idéaux de 89 en 93 » créé par le Conseil général pour organiser la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Par la suite, jusqu'en juillet 1993, resté vice-président du comité, maintenu pour son activité en direction de la jeunesse du département, il organisa, en 1993, le colloque de Saint-Ouen intitulé « L'an I et l'apprentissage de la démocratie ».

Membre du SNES en 1950, Bourderon, secrétaire adjoint puis secrétaire de la section départementale du Gard de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) entre 1962 et 1964, militant de la tendance « Unité et Action », fut suppléant à la commission administrative nationale de la FEN de 1962 à 1964. Secrétaire de la section du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup) de la faculté des lettres au titre de la tendance « Action syndicale », secrétaire de la section académique du SNESup, il devint membre de la commission administrative nationale du SNESup en 1971. Secrétaire administratif du syndicat en 1975, déchargé de service, il demanda à réintégrer l'Université en 1979. Il fut le rédacteur en chef puis le directeur de publication du bulletin de l'organisation. Il présida la commission des conflits du SNESup de 1979 à 1997.

Roger Bourderon avait adhéré à l'Union de la jeunesse républicaine de France au collège Chaptal vers 1949. Il rejoignit le parti communiste un an plus tard en classe préparatoire. Entré à l'ENS, il fut le secrétaire de la cellule étudiante (1951-1953). Au Mans, membre de la cellule du lycée, il militait à la demande de la fédération communiste dans le Mouvement de la paix contre la guerre d'Algérie. À Nîmes où il habita de 1960 à 1976, membre de la cellule du lycée, puis d'une cellule locale, membre d'un des comités de section, il fut élu lors de la conférence de la fédération communiste, le 3 juin 1962 membre du comité fédéral et ne fut pas proposé l'année suivante. Il était le responsable de *L'Université nouvelle*. De 1975 à 1985, il assura des cours d'histoire à l'école centrale du PCF. D'octobre 1975 à octobre 1982, il assura la responsabilité de la rubrique « Histoire » de *L'Humanité*. En désaccord avec les nouveaux responsables culturels du journal à la suite de Michel Cardoze\*, il cessa d'y collaborer. Il fut membre d'une cellule communiste de l'université Paris-VIII et à partir de 1980, membre du comité de la section Nord de Saint-Denis, puis membre du comité de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis (1982-1990). En 1984, il avait notamment participé à l'animation du comité de rédaction du *Journal de la Libération* pendant treize numéros de l'hebdomadaire communiste *Révolution*, qui fut édité. Il militait alors dans la cellule de l'université jusqu'à sa disparition en 1994, année où il cessa d'appartenir au PCF.

En 1983, à la demande du maire Marcelin Berthelot\* qui souhaitait qu'un universitaire soit conseiller municipal, Roger Bourderon fut élu au conseil municipal de Saint-Denis. Réélu en 1989, il demanda à ne pas être reconduit en 1995 dans ces responsabilités en raison notamment de sa résidence parisienne et de sa situation de retraité qui l'éloignait de l'Université. Pendant ces deux mandats, son activité se consacra aux aspects culturels et historiques. Il dirigea avec l'archiviste Pierre de Peretti une *Histoire de Saint-Denis* aux éditions Privat (1988). Il présida le comité local du bicentenaire de la Révolution française (programme culturel, colloque « Saint-Denis ou le jugement dernier des rois » dont les actes furent publiés, exposition « Franciade sur scène ». En outre, il assura la direction historique de l'exposition « Saint-Denis, 1940-1944 » en 1994. Après ces deux mandats, il dirigea le *Journal de Saint-Denis*, hebdomadaire d'informations locales (octobre 1995-septembre 2003).

Roger Bourderon participa aux débuts du mouvement « Refondations » et à la brève « Coordination communiste démocratique en Seine-Saint-Denis ». Il fut un des 73 communistes signataires, en novembre 1991, du manifeste signé notamment par Charles Fiterman\* et Guy Hermier\*, « Urgence du futur ». De novembre 1992 à 2000, il fut membre du comité de rédaction de la lettre mensuelle *Futurs. Refonder une identité communiste*, devenue hebdomadaire *Futurs-communiste autrement* en mars 1995, enfin mensuel à partir de l'automne 1999. Il collabora au mensuel *Regards* (mai 2000-octobre 2004) et assura la présidence de l'association *Regards* des amis. En janvier 2004, il était à nouveau membre du comité de rédaction du nouveau *Regards* qui reparaisait sous l'égide d'une société coopérative ouvrière de production.

Roger Bourderon participait au travail des historiens membres du PCF dans le cadre de l'Institut Maurice-Thorez, devenu Institut de recherches marxistes. Membre du comité de rédaction des *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice-Thorez* (janvier 1975), puis des *Cahiers d'Histoire de l'Institut de recherches marxistes* à partir de septembre 1980, il en devint le rédacteur en chef (juillet 1981-juillet 1995), puis co-rédacteur en chef à partir d'octobre 1995. Il conserva cette responsabilité dans la transformation de la revue en *Cahiers d'Histoire – Revue d'histoire critique* (juillet 1996-juillet 1998).

Roger Bourderon, qui avait commencé à travailler dans le cadre d'une thèse sur la Compagnie des mines de La Grand-Combe, participait, depuis le milieu des années 1960, au Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Membre du comité départemental du Gard, il écrivit son premier article dans la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* en 1970. Henri Michel\*, son directeur, lui demanda un ouvrage sur le Languedoc pour la collection « Libération de la France » qu'il dirigeait. Désormais Bourderon axa son activité historique sur cette période.

Il mourut le 6 novembre 2019 à son domicile parisien à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Un hommage lui fut rendu, le 14 novembre 2019 au crématorium du cimetière du Père Lachaise. Pierre Chaillan titra son article dans *L'Humanité* du 8-9-10 novembre 2019 « Roger Bourderon, histoire du communisme français ».

CEUVRE : *Libération du Languedoc méditerranéen*, Paris, Hachette Littérature, collection « La Libération de la France » dirigée par Henri Michel\*, 1974. — *Le fascisme, idéologie et pratiques ; essai d'analyse comparée*, Paris, Éditions Sociales, 1979. — *La France dans la tourmente, 1939-1944* (en collaboration avec Germaine Willard\*), Paris, Éditions Sociales, 1982. — *Politzer\* contre le nazisme - Écrits clandestins, février 1941*, Paris, Messidor-Éditions sociales, 1984. — « Les maquis FTP », in *Colloque sur les maquis, Actes du colloque de l'École militaire*, 1984, Paris, Fondation pour les études de défense nationale et Institut d'histoire des conflits contemporains, 1985. — *Détruire le PCF - 40-44, Archives de l'État français et de l'occupant hitlérien* (en collaboration avec Ivan Avakoumovitch), Paris, Messidor-Éditions Sociales, 1988. — *Saint-Denis ou le jugement dernier des rois, Actes du colloque de Saint-Denis*, 1989 (direction d'ouvrage), *Saint-Denis, PSD*, 1993. — *Libération de Paris : les cent documents* (en collaboration avec Henri Rol-Tanguy\*), préface de Jacques Chaban-Delmas, Paris, Hachette-Pluriel, 1994. — *L'an I et l'apprentissage de la démocratie, Actes du colloque de Saint-Ouen*, 1993 (direction d'ouvrage), *Saint-Denis, PSD*, juin 1995. — « Le PCF dans la lutte armée : conceptions et organisations », in *La Résistance et les Français - Lutte armée et maquis, Actes du colloque international de Besançon de 1995*, sous la direction de François Marcot, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, décembre 1996. — « Ma quarantaine en l'an quarante », in *Les engagements d'Aragon, Actes du colloque de Ville-taneuse, Itinéraires et Contacts de cultures*, volume 23-24, Paris, L'Harmattan - université Paris-XIII, 1997. — *Histoire de Saint-Denis* (direction d'ouvrage et chap. 12, « La renaissance, 1944-1970 » ; chap. 13 « Faire face, 1971-1989 »), Toulouse 1988, Privat, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 1997. — *La négociation. Été 1940. Crise au PCF*, 2001, Paris, Syllepse. — Rol-Tanguy\*, préface de Christine de Lévisse-Touzé, Paris, Tallandier, 2004, réédition, 2013. — *La guerre d'Espagne. L'histoire, les lendemains, la mémoire, actes du colloque de 2006*, Paris, Tallandier, 2007. — *Le PCF à l'épreuve de la guerre, 1940-1943*, préface de Roger Martelli, Paris, Syllepses, 2012.

SOURCES : Archives du comité national du PCF. — Presse nationale et syndicale. — Renseignements fournis par l'intéressé. — Notes de Raymond Huard.

Jacques GIRAULT



Commission paritaire : n° ISSN 1778-8927

Imprimerie spéciale de l'association *Maitron* LR

Composition en  $\text{\LaTeX}$  : Frédéric STÉVENOT

Abonnement institutionnel : 15 €, port inclus

Abonnement individuel : 7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) : 15 €, port inclus

Prix de vente : 3 €